



POLYTECH[®]
TOURS

Département
Aménagement et Environnement



Ecole d'ingénieurs
polytechnique
de l'université de Tours

CITERES
UMR 6173
Cités, Territoires,
Environnement et Sociétés

Equipe IPA-PE
Ingénierie du Projet
d'Aménagement, Paysage,
Environnement

Projet de Fin d'Etudes

Circulation du modèle de Community Based Planning : une méthode participative agile et inhérente aux communautés ?

Rapport de mi-parcours : Le modèle de Community Based Planning, un outil agile et international



2016-2017

Directeur de recherche
Leducq Divya

Auteur :

Brouba-Daunar Guillaume

Circulation du modèle de Community Based Planning : une méthode participative agile et inhérente aux communautés ?

Rapport de mi-parcours : Le modèle de Community Based Planning, un outil agile et international

Directeur de recherche

Leducq Divya

2016-2017

Auteur

Brouba-Daunar

Guillaume



AVERTISSEMENT

Cette recherche a fait appel à des lectures, enquêtes et interviews. Tout emprunt à des contenus d'interviews, des écrits autres que strictement personnels, toute reproduction et toute citation, font systématiquement l'objet d'un référencement.

L'auteur (les auteurs) de cette recherche a (ont) signé une attestation sur l'honneur de non-plagiat.

Formation par la recherche, Projet de Fin d'Études en génie de l'aménagement et de l'environnement

La formation au génie de l'aménagement et de l'environnement, assurée par le département aménagement et environnement de l'École Polytechnique de l'Université de Tours, associe dans le champ de l'urbanisme, de l'aménagement des espaces fortement à faiblement anthropisés, l'acquisition de connaissances fondamentales, de techniques et de savoir-faire, la formation à la pratique professionnelle et la formation par la recherche. Cette dernière ne vise pas à former les seuls futurs élèves désireux de prolonger leur formation par les études doctorales, mais tout en ouvrant à cette voie, elle vise tout d'abord à favoriser la capacité des futurs ingénieurs à :

- Accroître leurs compétences en matière de pratique professionnelle par la mobilisation de connaissances et de techniques, dont les fondements et contenus ont été explorés le plus finement possible afin d'en assurer une bonne maîtrise intellectuelle et pratique,
- accroître la capacité des ingénieurs en génie de l'aménagement et de l'environnement à innover tant en matière de méthodes que d'outils, mobilisables pour affronter et résoudre les problèmes complexes posés par l'organisation et la gestion des espaces.

La formation par la recherche inclut un exercice individuel de recherche, le projet de fin d'études (P.F.E.), situé en dernière année de formation des élèves ingénieurs. Cet exercice correspond à un stage d'une durée



minimum de trois mois, en laboratoire de recherche, principalement au sein de l'équipe Ingénierie du Projet d'Aménagement, Paysage et Environnement de l'UMR 6173 CITERES à laquelle appartiennent les enseignants-chercheurs du département aménagement.

Le travail de recherche, dont l'objectif de base est d'acquérir une compétence méthodologique en matière de recherche, doit répondre à l'un des deux grands objectifs :

- Développer toute ou partie d'une méthode ou d'un outil nouveau permettant le traitement innovant d'un problème d'aménagement.
- Approfondir les connaissances de base pour mieux affronter une question complexe en matière d'aménagement.

Afin de valoriser ce travail de recherche, nous avons décidé de mettre en ligne sur la base du Système Universitaire de Documentation (SUDOC), les mémoires à partir de la mention bien.



REMERCIEMENTS

- **Un grand remerciement à Mme Divya Leducq, pour son soutien et ses conseils avisés.**
- **Un grand remerciement à l'équipe de la bibliothèque du DAE et aux autres enseignants.**
- **Un grand remerciement à M. SAXEMARD directeur opérationnel à la SEMAFF**
- **Un grand remerciement à M. DUFEAL et M. DESTOURS**



SOMMAIRE

Table des matières

INTRODUCTION :	7
A.I Le Community Based Planning, une nouvelle méthode de planification	9
A.I.1. Une définition générale établie, mais soumise à des variantes.	10
A.I.2. Un processus de travail structuré (méthode britannique)	17
A.I.3. Une histoire floue, prenant ses origines dans les pays Anglo-Saxons	19
A. II. Cas d'études et outils méthodologiques	23
A.II.1. Exemples de projets de Community Based Planning	23
A.II.2. Comparer les applications internationales du community based planning via une grille d'analyse	34
A.II.3. Une typologie du Community Based Planning basé sur le modèle anglo-saxon	36
A.III. Un éclaircissement sur la méthode et les caractéristiques du community based planning	38
A.III.1. Le Community Planning : une coopération entre deux types de planification	38
A.III.2. Des éléments de processus indispensables	38
B.I. Le Neighbourhood Planning, une innovation sociale participative	42
B.I.1. Définition du Neighbourhood Planning	42
B.II. Quartier de Trenelle-Citron : entre projet d'envergure et mobilisation citoyenne	46
B.II.1. Un vaste projet d'aménagement de réhabilitation d'un quartier populaire	46
B.II.2. Des interventions citoyennes réalisées lors des missions de la M.O.U.S	48
B.III. Analyse du cas d'étude et différenciations avec le Community Planning	49
Conclusion Générale	52
BIBLIOGRAPHIE	58
WEBOGRAPHIE	59
Table des Illustrations :	60



INTRODUCTION :

L'aménagement du territoire d'un point de vue local, départemental ou national a pour conséquence d'agir sur tous les acteurs : entrepreneurs, institutions, politiques ou habitants. Chaque projet entraîne donc des changements, des modifications envers ces acteurs, qu'ils soient plus ou moins directement concernés. La réussite d'un projet, à savoir, sa pérennité et le succès des résultats, se rapporte essentiellement à l'acceptation de celui-ci par ces différents acteurs. Pour limiter le risque sur la finalité du projet (acceptation par la population et sa pérennité), de diminuer les coûts d'étude ainsi que les moyens humains, une forte implication de la communauté dans les différentes phases du projet est plus qu'encouragée.

Pour éviter des dépenses financières, une politique de projets urbains impliquant totalement la population se doit d'être mise en place. La communauté dans notre cas se définit sociologiquement comme un regroupement d'individus autour d'une thématique commune et partageant un territoire commun. Cependant, un projet d'aménagement regroupe des connaissances diverses, techniques ou non en fonction du domaine d'étude. Comment peut-on avoir un résultat professionnel et objectif suite à l'implication de la communauté dans le projet ? Durant cette étude nous allons mettre en avant la méthode du community based planning, de l'aspect technique jusqu'à l'aspect contextuel ; et ce, à travers une série d'exemples et une analyse. *Comment un outil de gestion de projet comme le Community Based Planning peut-il être aussi agile avec tous types de projets ? De plus en quoi un tel modèle de planification a pu se « répandre » et s'affirmer à travers différents pays ? Existerait-il des applications différentes de celui-ci dans la majorité des États, ou serait-ce le résultat d'un déplacement ?*

Dans une première partie, nous verrons la définition générale du Community Based Planning et les différentes phases structurantes. On pourra évoquer de manière sommaire son histoire, à travers celle de l'implication de la population dans les différents projets d'aménagement au Royaume-Uni. Dans une seconde partie, nous nous concentrerons sur différents exemples de Community Based Planning à travers le monde pour tenter de mettre en place une grille d'analyse et une typologie. La dernière partie, quant à elle, visera à comprendre à travers une analyse, l'efficacité de cette méthode et son « universalité ».



**PARTIE A : LE COMMUNITY
PLANNING, UN NOUVEAU
MODELE PARTICIPATIF**

A.I Le Community Based Planning, une nouvelle méthode de planification

La population, qui auparavant était mise de côté, a dorénavant repris son rôle d'acteur majeur. En effet, elle est la pierre angulaire de la réussite de celui-ci, car un aménagement est généralement prévu pour améliorer son cadre de vie et son environnement. Si ce cadre de vie est considéré comme étant détérioré, car non accepté par les habitants, c'est la légitimité de l'ensemble du programme d'aménagement qui est mis en cause et qui peut porter préjudice à une politique d'urbanisation. La méthode de gouvernance participative est encore trop peu répandue en France, même si on observe quelques prémices notamment dans les régions de l'Est. L'étude du **cas de la France** n'est donc **pas assez significative** pour être présenté dans ce dossier. Une grande partie de celui-ci se basera sur les expériences réalisées au Royaume-Uni.

L'urbanisme participatif, donnant un certain pouvoir de décision à la communauté, se développe de plus en plus sur le territoire français, mais comme dit précédemment il est **fortement impliqué** dans **les projets d'aménagements des territoires anglo-saxons et scandinaves**. Possédant une forte valeur ajoutée, il permet de **favoriser les échanges avec les usagers** et d'apporter un **complément** aux connaissances techniques des professionnels. Créant une cohésion entre les décideurs de la communauté, elle minimise les risques d'acceptation du projet, soutient l'exercice de la citoyenneté et permet d'obtenir une analyse approfondie des besoins dans le but d'obtenir des solutions répondants de façon précise aux exigences de la population. Cependant, comme tout modèle de développement, elle comporte des inconvénients comme le manque de participation de la communauté et une surestimation de celles-ci à comprendre les problèmes techniques et les contraintes/ difficultés rencontrées, sans compter les conflits relationnels entre acteurs qui pourraient exister.

Certains principes évoqués dans les parties suivantes nécessitent quelques définitions. Le terme « **agilité** » peut être défini comme une **innovation sociale basée sur un management dynamique**,



structuré et créateur de valeurs, le tout dans une relation équitable, durable et profitable pour chacun des participants.

Elle est basée sur 7 principes distincts (source : Site Ithaque coaching, article : *agilité-management* consultée le 08/01/18, disponible sur : <http://www.ithaquecoaching.com/articles/agilite-management-5226.html>) :

- **La capacité d'anticipation des ruptures** de son environnement, mais aussi des conséquences de ses propres décisions et actions,
- **La coopération**, tant en interne de façon à rechercher un optimum collectif plutôt qu'un maximum par fonction, qu'en externe vis-à-vis de tous les acteurs de son environnement grâce à de multiples conventions renégociables à loisir,
- **L'innovation permanente** dans son offre client grâce à un mix « coûts maîtrisés – valeur créée »,
- **Une offre globale** s'appuyant bien sûr sur des produits toujours plus performants, mais aussi sur des offres de services et une relation personnalisée avec chaque client
- **Une culture client généralisée** dans une organisation par processus où chacun est client de l'autre et réciproquement,
- **Une complexité à échelle humaine** visant à favoriser la reconfiguration des équipes ou des services,

Il ne faut cependant pas confondre agilité et adaptabilité. L'adaptabilité ne prend en compte que la capacité d'un individu ou d'un groupe à faire face à une situation de changement, mais ne prend pas en compte les autres principes de l'agilité ne le permettant pas de cultiver un esprit de cohésion, d'innovation managériale et une remise en question de ses procédés.

A.I.1. Une définition générale établie, mais soumise à des variantes.

Le community based planning, **synonyme de « Community Engagement »** est une méthode de concertation ayant initialement fait ses preuves dans les pays Anglo- Saxons (Angleterre et USA) dans les années 90. Le community based planning est plus communément connu sous la forme de Community-based planning. Ce dernier est cependant plus général et regroupe plusieurs méthodes de concertation, d'accompagnement. Cette méthode a été reconnue tardivement en Europe (2016) et est appliquée en grande partie en Angleterre et en Allemagne. Elle consiste à **construire un projet du début à la fin** en informant et en **faisant participer TOUS les acteurs concernés**, dans le but d'avoir des solutions collectives. Elle est applicable dans le domaine public, mais aussi privé et suscite un fort intérêt. Bien qu'on ne puisse pas standardiser cette méthode (car il existe une infinité de variantes), des points clés dans l'organisation et les résultats sont



caractéristiques de celle-ci. Le community based planning est un enjeu urbanistique considérable pour les communes et en particulier pour celles qui sont en pleine dévitalisation.

Le Community Based Planning ne peut pas être considéré comme étant unique, il est en constant développement (exemple : traditionnellement, la population était amenée à être entendue par des professionnels (choix sélectif), actuellement les habitants souhaitant s'impliquer sont conviés à ne pas être interviewés, mais à travailler conjointement avec les professionnels.). Il revêt différentes formes en fonction des dimensions et objectifs qui lui sont attribués. Il intervient dans une politique d'implication de la population dans les projets de l'État, en offrant un partenariat entre les habitants et les institutions pour cerner les besoins dans des espaces définis. C'est un modèle offrant des résultats plus cohérents avec les demandes des habitants et donc une efficacité plus visible ; de plus dans les pays anglo-saxons, grâce à lui, un certain partenariat de travail entre les habitants et les institutions publiques d'urbanisme a vu le jour. **Le modèle du community based planning est donc inscrit comme un modèle d'assistance à la gouvernance suivant différentes échelles.** Cette méthode agit le plus souvent comme une stratégie compensatoire des pires effets du « market-based restructuring » de la ville et le désinvestissement des gouvernances dans le social et spécialement les politiques dans les zones désavantagées à travers la dernière décade néolibérale ((Source : Stijn Oosterlynck, Pascal Debruyne – *Going beyond physical urban planning interventions : fostering social innovation through urban renewal in Brugse Poort, Ghent - The international Handbook on Social Innovation*, p. 231).

Le community based planning n'a aucun pouvoir de décision et sert donc d'outil d'information pour la réalisation du Local Plan. Il reste donc partiellement encadré par la législation et les préconisations qui en découlent aussi. Donc, les représentants des institutions locales, les experts/techniciens, les associations et comités de quartier ainsi que la population se trouvent impliqués. Il ne faut pas le confondre avec le neighbourhood planning, qui lui est similaire, mais est organisé de façon non cadrée (institutionnellement parlant) et sur un territoire très réduit par les habitants (pas de représentants légaux, techniciens, etc.) basé sur des méthodes de cogestion et co-construction (que nous développerons dans la partie II de ce rapport) avec la population allant au-delà de la planification. Le neighbourhood planning permet d'informer le Community Based Planning et, de même, le Community Based Planning, le local planning. Il existe donc une relation hiérarchique entre eux, modélisée par un degré d'implication des institutions publiques.



Cette méthode de concertation aborde en général les grands sujets suivants :

- *Le développement des villes*
- *La stratégie de revitalisation*
- *Le déplacement*
- *Le Renouveau urbain*
- *Les projets de développement*
- *La concertation dans les étapes de projet*
- *L'énergie*
- *L'habitat*

Cependant elle peut être utilisée dans plusieurs autres domaines moins courants comme c'est le cas en Norvège où elle a fait ses preuves dans les domaines de la préservation culturelle, les activités et modes de vie des communautés.

Les choix qui en découlent sont déterminés par la négociation, la conciliation ou le compromis. Cependant les propositions découlant de cette concertation, permettent de spatialiser le projet, d'augmenter fortement la mixité sociale et fonctionnelle, mais n'intègrent généralement pas les questions plus techniques au niveau du design, de la conception et de la construction.

L'importance du modèle de management du community based planning est primordiale pour la réussite du projet. On peut déterminer selon le document « Models of Community Based Planning », **4 grands modèles de méthode de management couramment utilisés aux USA :**

- **Managériale**

Cette méthode est la plus commune et est fortement similaire à celle utilisée dans les plannings stratégiques du secteur privé. Il y a une relation hiérarchique au sein de cette méthode et elle ne laisse aucune ouverture à des étapes non classiques, car elles doivent être linéaires ; elle réduit la participation des individus.

- **Législative :**

Il s'agit du deuxième modèle le plus communément utilisé. Il est initié dans le but de développer l'agenda des actions à mettre en place, directement déterminées par l'équipe du bureau administratif. Le processus de développement est entièrement sous le contrôle des communautés et des équipes administratives locales, impliquées alors directement dans la légitimation des décisions du corps



gouvernant ou de l'équipe administrative (plus générale, pas locale). Pour ce faire, ils développent un agenda avec des actions stratégiques afin de permettre l'acceptation de ces décisions par la population.

- **Participation limitée de la communauté**

Il s'agit là d'un modèle donnant un pouvoir d'exécution aux membres sélectionnés pour développer et guider le processus de Community Based Planning. Cependant, cette commission est très restreinte en termes de participants. Elle est souvent initiée par le corps gouvernemental.

- **Community empowerment process** (*empowerment* : octroiement de plus de pouvoir d'agissement à la population sur son cadre de vie en globalité (politique, économie, etc.)

Le quatrième modèle est construit autour de l'extension de la participation de la population et est modelé comme un processus développant un planning et engageant les résidents de la communauté sur une longue période. Généralement, le processus est initié par un corps gouvernemental proactif. L'équipe administrative de l'organisation peut être impliquée, mais seulement à la requête du corps gouvernemental. Dans les cas les plus réussis, un processus institutionnalisé est établi pour assurer la continuité de la participation des résidents.

Cette dernière méthode de management est celle abordée le plus couramment par la méthode du Community Based Planning. Elle répond à une volonté des autorités d'impliquer totalement la population en fonction des phases d'un projet. On peut se risquer à dire que **le community empowerment est une injonction participative**, mais octroyant beaucoup plus de responsabilités et impliquant significativement la population.

L'injonction participative, couramment utilisée en France peut être considérée comme étant « la version antérieure et obsolète » de l'empowerment. Il s'agit de l'ensemble des dispositifs dits descendants (mise en place de réunions, etc.) ne laissant pas à l'habitant la possibilité de s'exprimer pleinement dans l'intérêt collectif. L'empowerment quant à lui peut être considéré comme l'ensemble des dispositifs dits ascendants pour la population. En effet, il leur permet de construire leur parole, défendre leurs droits en leur octroyant le pouvoir d'agir sur leurs futurs aménagements. **L'empowerment horizontal peut permettre de décrire la mobilisation et les procédés de capacité de construction dans les groupes sociaux et les communautés locales** (Source : John Andersen, Kristian Delica, Martin Severin Frandsen – From « book container » to community centre - *The international Handbook on Social Innovation*, p. 199). **Le community based planning est basé sur le même principe et est en adéquation avec le système d'empowerment de la communauté.**

De même un système d'empowerment durable ne peut se faire sans des mouvements dynamiques positifs d'entretiens entre les politiques gouvernementales ou municipales « top Down » et local



« bottom-up' » (Source : John Andersen, Kristian Delica, Martin Severin Frandsen – From « book container » to community centre - *The international Handbook on Social Innovation*, p. 199).

Le Community Based Planning possède les caractéristiques communes suivantes :

Le community based planning est une méthode dynamique permettant en fonction du sujet et du déroulement d'adapter les objectifs du processus. Cependant il possède des bases et caractéristiques propres qui sont retrouvables dans toutes les démarches participatives de community planning, celles-ci sont les suivantes :

- Sessions de travail intensives :
 - Ateliers rapides et intensifs
 - Une durée moyenne de 4 à 6 jours
 - Suivis par une phase de mise en œuvre puis d'une évaluation
- La participation locale
- Une approche exhaustive
- Des animateurs indépendants : aucun lien ou intérêts entre eux
- Pluridisciplinarité
- Une ambition affichée (événement médiatisé)
- Une souplesse (agilité) dans la méthode pour le diagnostic du territoire

On peut établir le tableau 1 (lecture transversale) qui permet de déterminer le niveau d'implication de la communauté dans les étapes d'un projet en fonction de l'échelle de celui-ci et du ou des domaine(s) étudié(s).



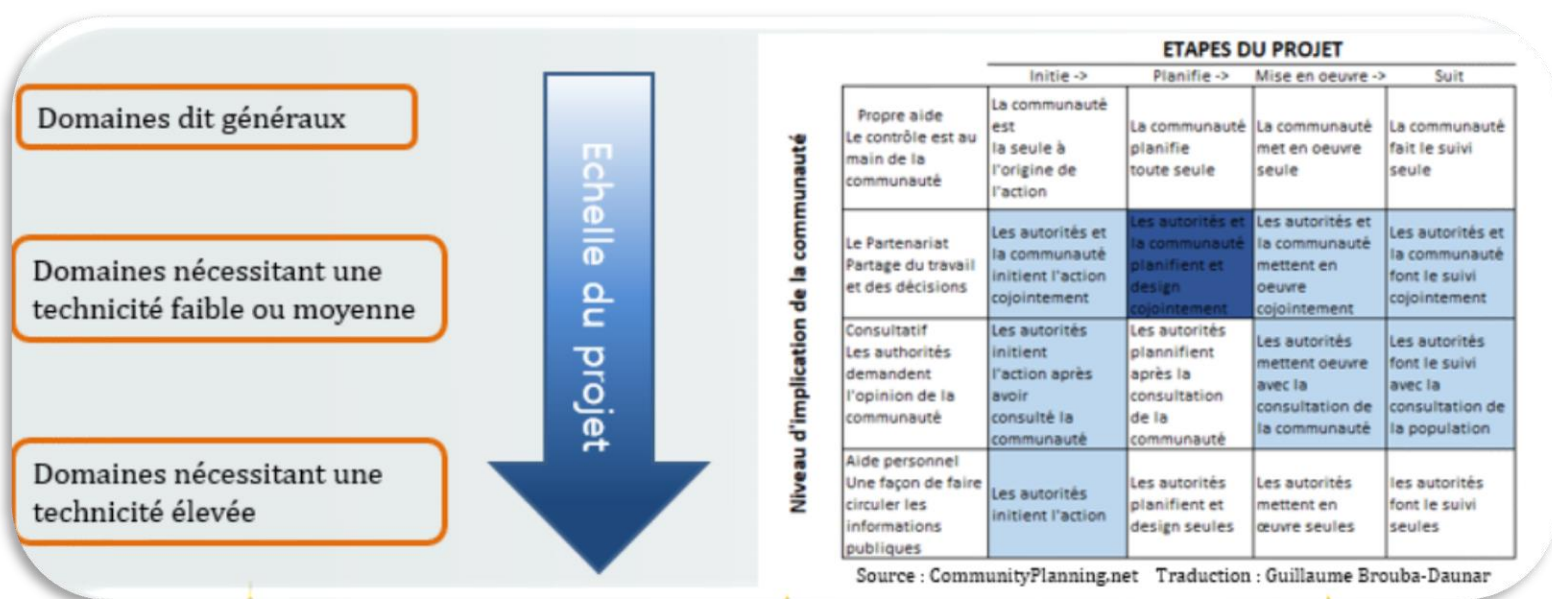


Tableau 1 : Les différents niveaux de Community Based Planning (Zones colorées)

Source : Communityplanning.net lien : <http://www.communityplanning.net>, traduction et

Réalisation : GBD 2017

L'image ci-dessus représente une échelle de l'implication du Community Based Planning dans les différents projets institués par les autorités locales. On peut émettre l'hypothèse que plus le projet relève d'une grande ampleur ou occasionne des répercussions sur un ensemble d'acteurs plus vaste, plus **le Community Based Planning aura une responsabilité d'observateur : sa participation sera restreinte**. On remarque donc que la démarche de community based planning **ne peut se faire sans un partenariat avec les autorités locales**, sinon il s'agit d'un neighbourhood planning.

En détaillant la lecture de ce tableau, on se rend compte que pour des domaines d'études dits généraux (environnement, économie locale, aménagements ciblés, etc.) sur une échelle locale (dit faible : quartier, résidence ...) on aura tendance à utiliser le Neighbourhood planning comme démarche participative. Dans le cas de l'étude de domaines dits générale et plus complexe (transports, etc.) sur une échelle moyenne on pourra avoir deux types de démarche de community planning :

- Une démarche partenariale, impliquant la communauté dans toutes les étapes du projet
- Une démarche consultative, impliquant la communauté dans 3 des 4 grandes étapes du projet (tout sauf la planification).



Pour un cas d'études très technique comme l'énergie et qui s'impose sur une échelle de territoire vaste, on privilégiera une démarche informative où la communauté s'implique exclusivement dans l'étape initiale.

On voit donc qu'il existe **une hiérarchie dans l'utilisation du community based planning sur un territoire**. Cependant l'aspect dynamique et supposé agile de cette méthode permet de laisser libre cours à des « innovations » notamment dans les différents lands de Grande-Bretagne.

Quelques variantes dans l'application du Community Based Planning en Grande-Bretagne

Le community based planning institué par le gouvernement britannique possède des règles générales, mais peut être adapté aux différents besoins et ambitions politiques propres à chaque territoire. En effet, depuis le transfert des responsabilités politiques, la mise en œuvre de la décentralisation du service a permis d'être témoin d'approches différentes en Angleterre, Ecosse, Pays de Galles et Irlande du Nord, tenant compte des priorités à l'échelle infranationale.

On observe donc des différences au niveau des attributions du community based planning en termes de sujets d'étude, mais aussi d'implication de la population. En effet ces disparités sont essentiellement dues aux idéologies et perspectives actuelles des gouvernements de ces territoires : Irlande du Nord, Pays de Galles et Écosse.

Les objectifs établis par le gouvernement central sont les suivants :

- La mise en place d'un urbanisme partenaire avec les différents acteurs de la société ;
- Augmenter la responsabilité des partenaires (à tous les niveaux) qui doivent suivre toutes les étapes du Community Based Planning : de la préparation à la surveillance ;
- S'assurer de la participation des différents acteurs ;
- Avoir une approche axée sur les résultats, résultats qui devront être à l'avantage des futurs utilisateurs des services ;
- Mettre l'accent sur le bien-être ;
- Mettre en place un nouveau régime de performance et un engagement envers l'amélioration continue dans le cadre d'un processus à long terme.



Globalement tous les sujets d'aménagement sont abordés, que ce soit l'énergie, le transport ou autres, mais on peut noter que certains territoires privilégient l'utilisation du Community Based Planning pour en traiter certains. En Écosse, le community based planning et les sujets courants abordés ont été modifiés, en partie, pour envisager des questions plus larges. En Irlande du Nord, le community based planning est devenu partiellement un mécanisme, notamment dans la coordination des plans d'entreprises institutionnelles à une certaine échelle, pour répondre aux besoins de la communauté et pour l'élaboration de visions partagées au niveau du quartier. Significativement, dans cette région, le community based planning fait partie de la transformation du secteur public et du gouvernement local en particulier.

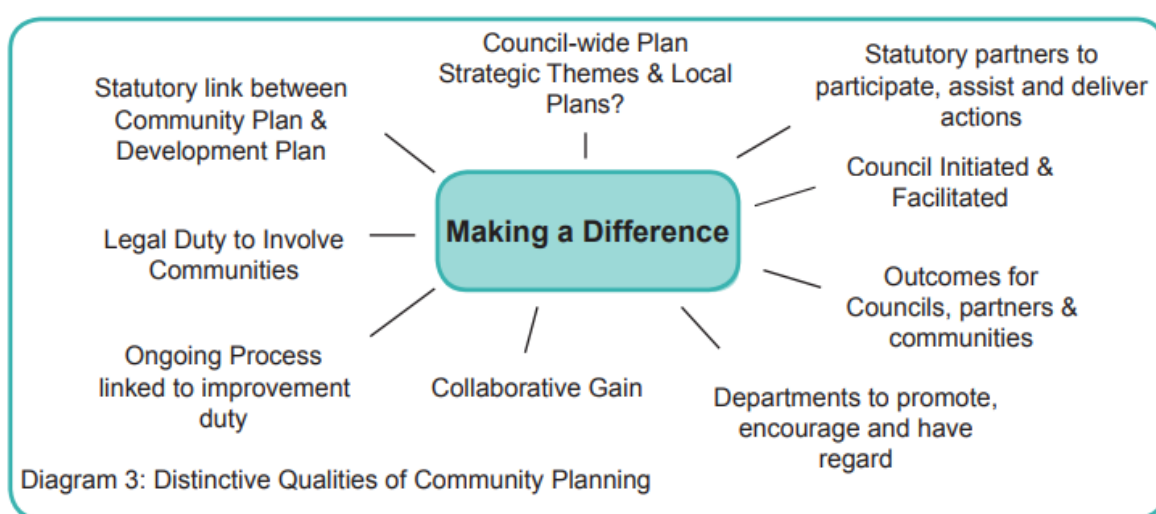


Figure 1 : Les différentes qualités du Community Based Planning

Source : CommunityPlanning Toolkit, lien : <http://communityplanningtoolkit.org>

A.I.2. Un processus de travail structuré (méthode britannique)

Les pays anglo-saxons sont devenus coutumiers de cette démarche participative et peuvent nous proposer un schéma d'organisation que l'on peut considérer comme général, et applicable partout. Cette organisation phasée comprend 4 grandes étapes comme le montre la figure 2. Elle permet de maîtriser de façon continue la progression du projet et d'élaborer la construction des futurs exercices lors des différentes phases.



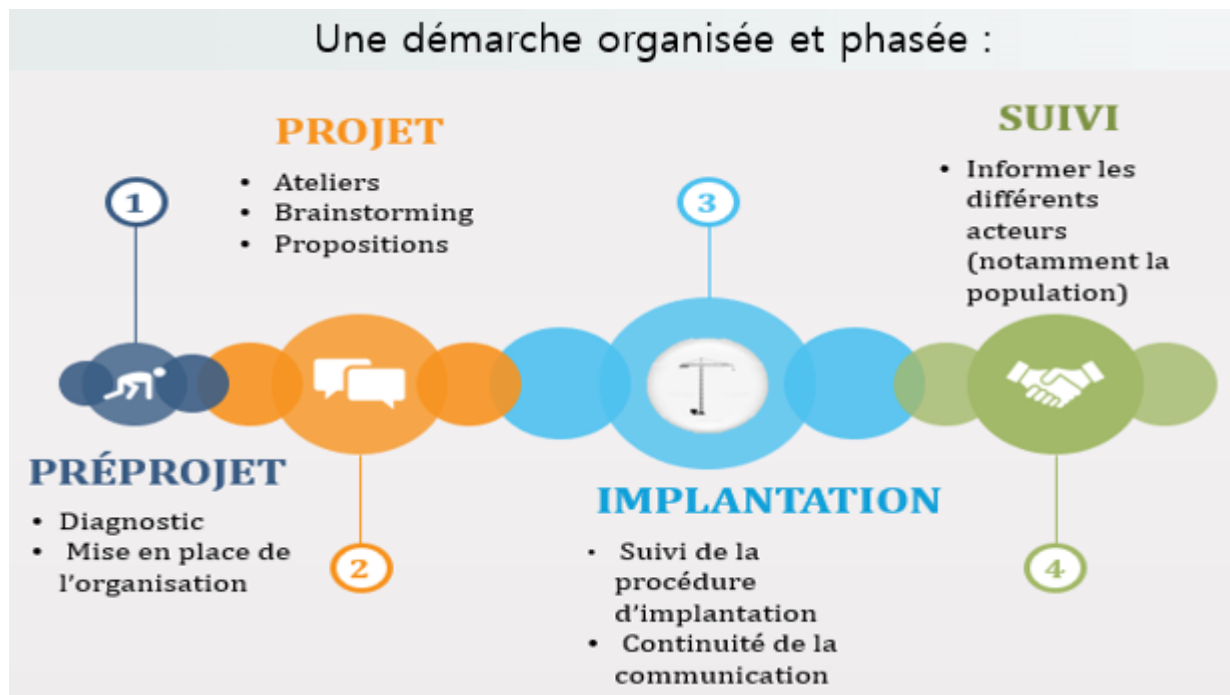


Figure 2 : Schéma organisationnel du Community Based Planning

Source : HAUPTMANN E. et WATES N. - Concertation citoyenne en urbanisme : la méthode du Community Based Planning ; Réalisation : GBD 2017

D'une manière plus détaillée, le processus est géré par :

- Le groupe de pilotage ;
- Les acteurs locaux ;
- Les professionnels ;
- Les organismes de soutien.

Il existe 4 grandes étapes dans le processus du Community Based Planning :

- **Le lancement (1-2 mois) :**
 - ➔ Créer un schéma d'organisation au préalable ;
 - ➔ Enquêter auprès de la population pour connaître l'intérêt porté au projet ;
 - ➔ Réaliser le budget prévisionnel ;
 - ➔ Solliciter les organismes : Institutions publiques/ Universités et Ecoles post-bac/ Techniciens et experts en rapport avec le projet.
- **La préparation (2-4 mois) :**
 - 3-6 mois avant événement : Choisir les participants, trouver un financement, gérer les démarches administratives.



- 1-3 mois avant : communiquer sur l'événement (invitations, etc.) et gérer la logistique (trouver un lieu, vérifier la capacité, etc.).
- 1 mois avant : Faire la reconnaissance des lieux (salle et terrain d'étude).
- 2 semaines avant : Réaliser une communication poussée ainsi que la logistique.

Il faut réaliser un travail très poussé sur la communication pour motiver les participants et aller à la rencontre de tous les acteurs locaux. La promotion de la concertation publique et l'agencement de la salle (capacité adaptée, matériel, positionnement, etc.) doivent être faits avec minutie.

- L'évènement (plusieurs jours) :

Durant l'événement, il faut établir un schéma d'organisation spécifique en matière de phases thématiques abordées. Il se déroule généralement sur 5 jours et suit le plan suivant (une étape par jour) : Introduction -> Problèmes et enjeux -> Solutions -> Synthèse -> Production.

Une journée d'étape suit, elle aussi, un schéma précis : Introduction -> « café » -> débats/analyse -> « déjeuner » -> atelier de travail -> « collation » -> 1^{ère} synthèse et ébauche / conclusion

- La poursuite (permanent) :

Après la validation du projet, le community based planning doit continuer à être mis en œuvre pour réussir à susciter de l'intérêt. Ceci peut être obtenu via des groupes de travail, des revues relatives au projet, des rencontres, des visites, des lettres d'informations et via le site web.

Il faut réussir à mener des évaluations en continu et faire développer « l'événement » grâce à un suivi très régulier.

A.I.3. Une histoire floue, prenant ses origines dans les pays anglo-saxons.

L'histoire de la démarche participative du Community Based Planning reste très difficile à établir. On ne peut pas donner d'origine précise à cette démarche de concertation impliquant la population dans les projets d'aménagement. Cependant, on sait qu'elle a commencé à être développée dans la 1^{ère} moitié du 20^e siècle dans les pays anglo-saxons (USA et Angleterre), sans pour autant être codifiée et réglementée. Compte tenu de mes recherches, une présentation historique de l'implication de la population dans les projets de développement en Grande-Bretagne peut servir de traceur temporel à cette démarche participative répandue dans ces pays anglo-saxons.



On vous propose ci-dessous une suite d'évènements politiques ayant eu lieu au cours du temps, montrant la volonté d'impliquer la population dans une démarche participative aux projets de développement. Étant donné que le modèle de community based planning était auparavant une démarche marginale utilisée par certains et de façon non réglementée, on ne peut donc objectivement retracer un parcours détaillé de celui-ci. On est obligé de le corrélérer avec le parcours de l'implication de la population dans les projets gouvernementaux.

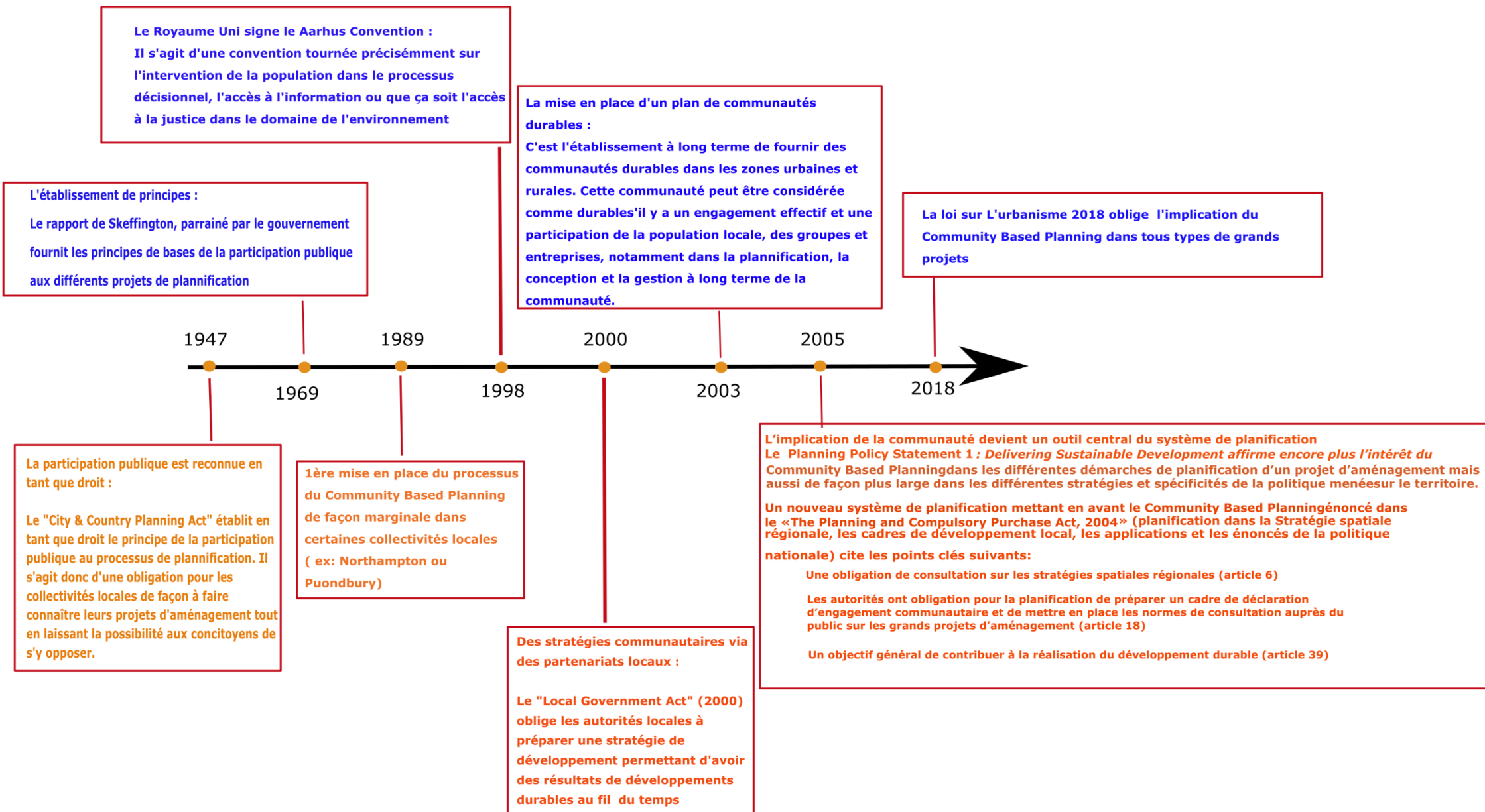
Il a fallu 71 ans au gouvernement britannique pour considérer la communauté comme étant un acteur à part entière des différents projets d'aménagement. C'est en 1947 que commence le début de ce long processus d'insertion au sein du système britannique. C'est à l'issue de plusieurs exercices de participation citoyenne et à l'image des résultats obtenus que le gouvernement commença à prendre des décisions plus pertinentes et visibles par rapport aux démarches participatives, notamment en 1969 via le rapport de Skeffington qui met en place les prérequis pour l'implication de la population au sein des projets d'aménagement. Dès lors il faudra attendre 1989 pour voir la démarche de Community Based Planning être mise en place, mais uniquement de façon marginale dans les villes de Northampton et de Puondbury (source : *Eléonore Hauptmann et Nick Wates, Concertation citoyenne en urbanisme : la méthode du Community Based Planning*, p 15.).

À partir de 1998 on observe un développement accru du droit d'implication de la population dans les futurs projets, pour se faire plusieurs loi et convention voient le jour à travers le « Aarhus Convention (1998) » ou encore le « Local Government Act (2000) » (Source : *Simon Pemberton & Deborah Peel, Exploring New Models of Communitybased Planning in the Devolved UK*, p 25). On peut se demander si ce n'est pas à partir de ces dates-là qu'il y a eu de profonds changements au niveau de la politique menée par le gouvernement. Effectivement on a à partir des années 2000 le début d'un gouvernement participatif promulguant une politique d'empowerment au niveau de la population, leur permettant d'accomplir leurs implications citoyennes. L'évolution de la gouvernance standard vers une gouvernance participative semble être un recours inévitable vis-à-vis de la volonté d'impliquer les citoyens et de la tendance qui s'est mise en place (développement



de plusieurs démarches participatives) (source : RIEL-SALVATORE G., sept. 2006, *Gouvernance locale et démocratie participative : le projet de réaménagement Benny Farm à Montréal*, p.35). L'implication citoyenne devient alors un droit pour la communauté et une obligation pour les professionnels de l'aménagement comme le stipule le « planning policy statement 1 (2015) ». L'émergence du community based planning peut donc se faire et est reconnue obligatoire pour tous types de projets via la « loi sur l'urbanisme de 2018 » (source : Eléonore Hauptmann et Nick Wates, *Concertation citoyenne en urbanisme : la méthode du Community Based Planning*, p.16).

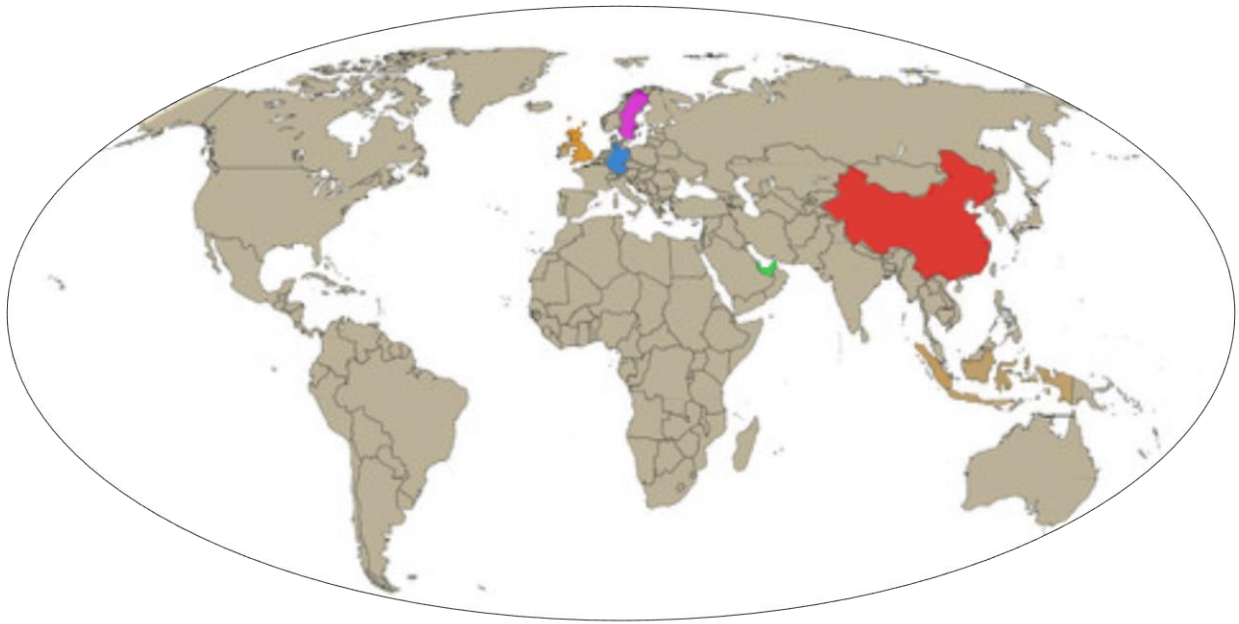




Le Community Based Planning répond à une volonté de **gouvernance participative** de la part des autorités. Elle se base sur un processus réglementé et organisé de telle sorte qu'elle aboutit à des résultats objectifs et réalisables. De nature dynamique, elle ne peut pas avoir de définition fixe, mais possède cependant des principes de réalisations (pour le processus) et nécessite une participation active de l'ensemble de la communauté. Cette communauté se voit octroyer des responsabilités et des prises de position forte via un management dit d'empowerment préférant une méthodologie de travail transversale entre les différents acteurs que hiérarchique. La force de cette méthode se trouve dans l'aspect créatif qu'elle peut apporter via les représentants civils comme la population et technique via les professionnels. Cet ensemble permet d'étudier des projets d'aménagements divers et à échelle divers, mais toujours sur la tutelle des autorités qui déterminent leurs étapes d'implication.

A. II. Cas d'études et outils méthodologiques

A.II.1. Exemples de projets de Community Based Planning



Carte 1: Repère des cas d'études sur un planisphère

Source : personnelle

Le community based planning ne s'applique pas uniquement aux pays anglo-saxons et scandinaves. On voit cette méthode s'opérer à travers plusieurs pays notamment en Asie et au Moyen-Orient. Un benchmarking sommaire présenté ci-dessous nous permettra de mettre en évidence les principes établis dans la première partie et de justifier qu'il existe une application similaire basée sur une méthode précise.

Pour cela, une sélection de projets a été réalisée et ils se situent dans les pays suivants :

- L'Indonésie
- L'Allemagne
- Les Émirats arabes unis
- L'Angleterre
- La Suède
- La Chine



■ Le cas de la ville de Lübeck, Allemagne

Localisation	Lübeck, Schleswig-Holstein, Allemagne			
Sujet abordé :	Amélioration du centre-ville			
Domaine d'étude :	Aménagement			
Commanditaire :	Ville de Lübeck (Hansestadt Lübeck)			
Participants	Entreprises	Population	Experts	Institutions
	Possehl-Foundation	Oui	Von Zadow GmbH ; John Thomson & Partners, London ; Communio	City of Lübeck
Durée du projet	1 an et 2 mois			
Processus d'étude	Initiation au projet -> préparation -> suite de la préparation -> week-end Community Based Planning -> Rapport de fin -> Compétition internationale de design de la ville			
Résultats	Succès		Échec	
	Le week-end de Community Based Planning a pu fournir une plateforme de discussion neutre entre les différents professionnels de domaines différents. Il fut fortement apprécié, notamment lors de la présentation finale.		Les informations transmises et les entretiens avec la population, de la part de la Ville de Lübeck, n'ont pas été maintenus après le week-end de Community Based Planning.	
Planification stratégique ou tactique	Planification tactique			
Degré d'importance du projet	Forte importance			
Démarche cadrée / réglementée	Réglementée par une institution gouvernementale (ville de Lübeck)			

Cas 1: Ville de Lübeck

Source: Community of Scotland - Illuminating practice: Case Studies in community learning & development, Réalisation: GBD 2017

La ville de Lübeck a œuvré pour l'application de cette méthode et s'en est vue ressortie avec des propositions et des applications réussies même si le suivi de l'opération sur le long terme n'a pas pu être maintenu. On voit qu'il s'agit d'un projet d'aménagement du centre-ville, donc à une échelle locale et spécifique dans le but de le revitaliser. En se référant au tableau 1 de la partie I, on voit bien qu'on est dans la configuration de niveau 2, avec une implication de la communauté à toutes les étapes du projet, sous la tutelle des autorités. Il s'agit bien d'une méthode de community based planning respectant les « règles anglos – Saxonne ». On remarque que



l'ensemble du projet repose sur deux types de planification : la planification stratégique et la planification tactique.

▪ **Le cas de Lombok en Indonésie**

Localisation	Lombok, Indonésie			
Sujet abordé :	La construction d'une écorégion			
Domaine d'étude :	Aménagement, Tourisme, Économie, écoénergie			
Commanditaire :	Eco Solutions Lombok			
Participants	Entreprises	Population	Experts	Institutions
	Eco Solutions Lombok	3 villages, Des fermiers, Des pêcheurs	Écoarchitectes, techniciens environnementaux, consultants en durabilité, spécialistes du tourisme, de la santé et de l'alimentaire	Les autorités locales et les agences de santé
Durée du projet	De 2011 à 2013			
Processus d'étude	Phase d'étude et de travaux en groupe. Aucune donnée sur le suivi après ces phases de travaux			
Résultats	Succès		Échec	
	La délivrance d'un plan de masse avec les futurs écohôtels et écovillas. Un centre d'éducation durable avec des fermes bio. La mise en place de règles pour favoriser le green-business, la protection de la nature et l'aide des locaux		//	
Planification stratégique ou tactique	Planification stratégique et tactique			
Degré d'importance du projet	Forte importance			
Démarche cadrée / réglementée	Réglementée (les autorités ne régulent pas le processus, mais participent activement au Community Based Planning)			

Cas 2 : Ville de Lombok

Source : JTP lien : <http://www.jtp.co.uk/> , Réalisation : GBD 2017

Le cas de Lombok en Indonésie a nécessité l'intervention de plusieurs spécialistes internationaux pour réussir à trouver des solutions à un problème complexe compte tenu des contraintes environnementales, économiques et sociales. Ce projet d'envergure, mais restant localisé à un espace précis a nécessité une application de connaissances et technique dans différents domaines comme le tourisme, l'aménagement ou encore l'économie, mettant en avant l'aspect écologique



du projet. Comme le cas de Lübeck, la communauté a été fortement impliquée dans l'ensemble des étapes du projet sous la base d'une planification stratégique et tactique, et toujours sous la tutelle des autorités locales. On se situe encore au niveau 2 du tableau. À noter que par manque d'informations, cette constatation ne prend pas en compte l'étape du suivi.

■ **Le cas de Hornsbrucksgatan à Stockholm**

Localisation	Hornsbruksgatan à Stockholm, Suède			
Sujet abordé :	Réaménagement du quartier Hornsbruksgatan appelé le « bunker »			
Domaine d'étude :	Aménagement			
Commanditaire :	La ville de Stockholm, Veidekke Bostad, Wasted Space			
Participants	Entreprises	Population	Experts	Institutions
	Wasted Space, Veidekke Bostad	Des leaders d'églises, Des associations d'habitants et le Young Eagles Play Group	Joachim Eble Architektur, Von Zadow International, People Owned, Neil Tully Associates	La ville de Stockholm
Durée du projet	De 2009 à 2011			
Processus d'étude	Phase d'étude et de travaux en groupe. Aucune donnée sur le suivi après ces phases de travaux			
Résultats	Succès		Échec	
	Une réhabilitation des habitations vétustes ; une sécurisation de la rue principale avec la mise en place de puits de lumière ; promouvoir un quartier et des bâtiments multifonctionnels (économique, culturel et religieux).		//	
Planification stratégique ou tactique	Planification stratégique et tactique			
Degrés d'importance du projet	Importance moyenne			
Démarche cadrée / réglementée	Réglementée			

Cas 3: Ville de Hornsbrucksgatan

Source : JTP lien : <http://www.jtp.co.uk/>, Réalisation : GBD 2017

Le quartier de Hornsbrucksgatan à Stockholm, plus communément appelé le « bunker » a bénéficié des résultats de cette méthode pour se moderniser dans un but économique, touristique



et sécuritaire. Il s'agit aussi d'une planification stratégique et tactique sous la tutelle des autorités, mais cette fois-ci mettant en avant un unique domaine : l'aménagement. On peut donc déjà remarquer que le niveau 2 peut s'appliquer à un ensemble varié de domaines plus ou moins techniques, mais se réfère toujours à un espace restreint et à une participation totale de la communauté.



■ Le cas de The Kew Riverside à Richmond, UK

Localisation	Le quartier The Kew Riverside à Richmond, UK				
Sujet abordé :	Création de logements de prestiges (500) en y incorporant les différents symboles naturels du quartier (<i>Remediation work</i>). Contraintes : petite usine de traitement de l'eau et un centre de traitement des eaux usées.				
Domaine d'étude :	Promotion immobilière et Aménagement				
Commanditaire :	St James Homes				
Participants	Entreprises	Population	Experts	Institutions	
	St James Homes	Oui	JTP	//	
Durée du projet	De 1999 à 2004				
Processus d'étude	Phase d'étude et de travaux en groupe. Aucune donnée sur le suivi après ces phases de travaux				
Résultats	Succès			Échec	
	Plusieurs prix et distinctions : « Bentley International Property Awards 2003 », « Best UK Development » « Best Architecture 5-star rating » « What House? Award 2003 » « Gold Winner for Best Development » ; Création de 500 logements de tailles et types différents et une architecture « durable » dans le temps ; la création d'infrastructures sportives (piscine, salle de gym) et conciergerie ; aménagement des espaces verts, dont une trame verte.			//	
Planification stratégique ou tactique	Planification tactique				
Degré d'importance du projet	Importance moyenne				
Démarche cadrée / réglementée	Processus réglementé, mais pas d'intervention des institutions publiques.				

Cas 4 : The Kew Riverside

Source : JTP lien : <http://www.jtp.co.uk/>, Réalisation : GBD 2017

Le cas de The Kew Riverside est un cas un peu à part, car commandé par une entreprise immobilière privée. Il s'agit d'un projet immobilier ayant une importance moyenne pour la communauté et réalisable à court terme. De plus une participation totale de la communauté ne pourrait pas être stratégiquement viable, car il s'agit d'un projet privé ayant des enjeux économiques forts et mettant en avant la protection des informations et stratégies. On ne peut pas attribuer un niveau de Community Based Planning spécifique, car il ne répond pas à tous les critères. En effet on a sur une localisation ciblée et d'échelle faible une planification tactique et une implication très restreinte de la communauté au projet. Les autorités restent cependant présentes lors de cette démarche participative. Nous avons donc là une application qu'on peut



considérer comme nuancée, du Community Based Planning. Pour preuve de l'efficacité de cette méthode, le projet a obtenu plusieurs prix architecturaux. À noter que par manque d'informations, cette constatation ne prend pas en compte l'étape du suivi.

■ **Le cas de Shahama and Bahia, Abu Dhabi, Émirats arabes unis**

Localisation	Shahama and Bahia				
Sujet abordé :	L'extension urbaine et la revitalisation des communautés existantes				
Domaine d'étude :	Aménagement urbain, tourisme, économie, promotion immobilière, sociologie				
Commanditaire :	Le bureau de planification urbaine d'Abu Dhabi et le « The Emirates Foundation »				
Participants	Entreprises	Population	Experts	Institutions	
	Joachim Eble Architektur	Oui. The Emirates Foundation	JTP, le bureau de planification urbaine d'Abu Dhabi	Le bureau de planification urbaine d'Abu Dhabi	
Durée du projet	De 2008 à 2009				
Processus d'étude	Phase d'étude, remise d'un plan de masse du nouveau quartier. Pas de suivi.				
Résultats	Succès		Échec		
	La création de quartiers traditionnels basée sur le concept de la fareej. La mise en place d'infrastructures urbaines (mobilier urbain, réseau de transport, etc.) Ainsi qu'une trame verte. Infrastructures visant à favoriser le déplacement écologique.		//		
Planification stratégique ou tactique	Planification stratégique				
Degré d'importance du projet	Forte				
Démarche cadrée / réglementée	Processus réglementé et intervention des institutions publiques				

Cas 5 : Ville de Shahama & Bahia

Source : JTP lien : <http://www.itp.co.uk/>, Réalisation : GBD 2017

Le cas de Shahama and Bahia et l'un des deux cas avec celui du Dalian Diamond Bay (voir fiche cas 6, ci-dessous) en Chine à impliquer uniquement la communauté dans les prémices du projet (étape initiale et phase d'étude). On remarque qu'ils ont opté pour une planification stratégique limitant l'implication et donc l'empowerment de la communauté. Plusieurs raisons peuvent être à



la source de cela, des raisons de confidentialité ou économique par exemple ou tout simplement institutionnels. De plus le nombre de domaines étudiés apportant une grande technicité peut être un frein à l'application de la méthode dans des pays pas encore habitués à celle-ci.

■ **Le cas du Dalian Diamond Bay, Dalian, China**

Localisation	Dalian Diamond Bay, Dalian, China				
Sujet abordé :	Conseils stratégiques dans le but de transformer Dalia Diamond Bay en une nouvelle ville centrale				
Domaine d'étude :	Aménagement urbain, tourisme, économie, promotion immobilière				
Commanditaire :	Le bureau de planification urbaine et de construction de Dalian Diamond Bay. (Compétition)				
Participants	Entreprises	Population	Experts	Institutions	
	//	Oui.	JTP	Le bureau de planification urbaine et de construction de Dalian Diamond Bay	
Durée du projet	De 2012 à 2013				
Processus d'étude	Phase de préprojet, de collecte d'informations lors d'une compétition				
Résultats	Succès	Échec			
	JTP vainqueur. Utilisation du front de mer, quartier économique et résidentiel, mixité fonctionnelle et sociale, programmes immobiliers, etc.	//			
Planification stratégique ou tactique	Planification stratégique				
Degré d'importance du projet	Forte				
Démarche cadrée / réglementée	Intervention des institutions publiques				

Cas 6 : Dalia Diamond Bay

Source : JTP lien : <http://www.jtp.co.uk/>, Réalisation : GBD 2017



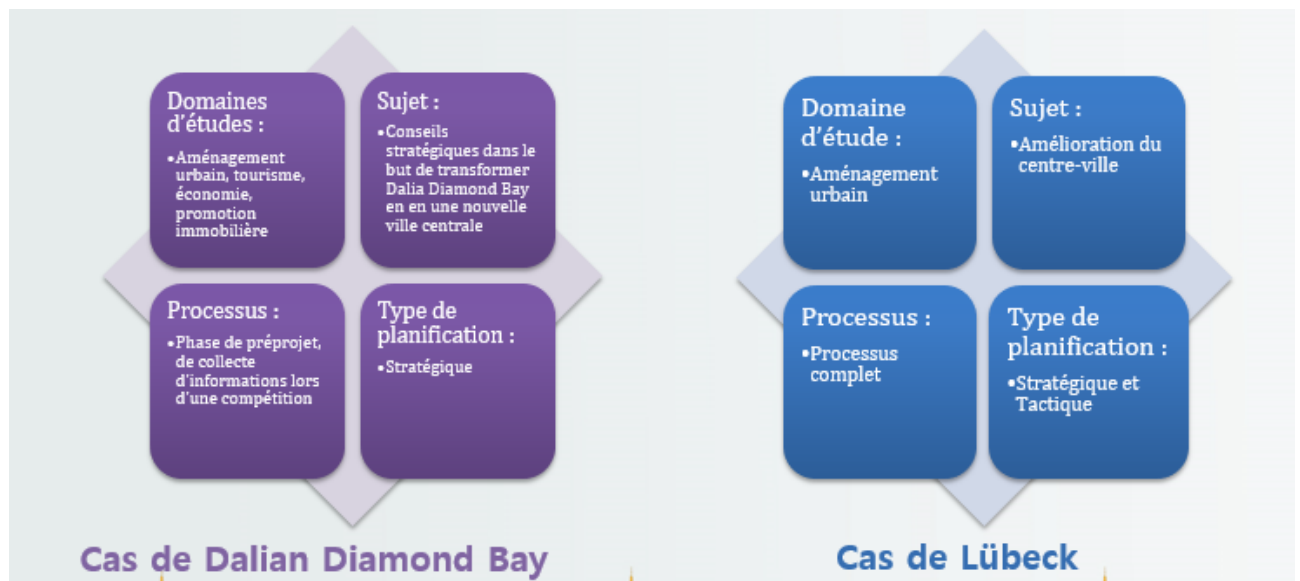


Figure 3: Comparaison de deux cas d'études

Source : GBD 2017

L'illustration ci-dessus nous permet de mettre en comparaison deux cas d'applications du community based planning distinct du point de vue de la localisation géographique et de la complexité du sujet. Elle corrobore les données du tableau de la partie I, on a bien deux types de niveau d'implication du community based planning que l'on peut différencier via le domaine d'étude, le processus, le sujet et le type de planification. On peut donc affirmer qu'il existe une relation entre le domaine d'étude, l'échelle d'application du projet et la participation de la communauté. Cette règle commune aux pays anglo-saxons est donc clairement appliquée à l'internationale.

Les différentes fiches ci-dessus sont des exemples concrets de l'application de la méthode du Community Based Planning à travers le monde. Via cette sélection de sites, nous pouvons déjà réussir à mettre en exergue certaines caractéristiques de cette méthode participative. Tout d'abord nous devons la classer en deux types de community based planning : le community based planning commandité par un acteur privé comme dans le cas de « The Kew Riverside » où les autorités ont un rôle réglementaire dans la démarche administrative, mais ne s'impliquent pas dans le processus ; ou comme dans le cas de la ville de Lübeck, un community based planning commandité par un acteur public où les autorités prennent part entière au projet. On remarque que la présence, de près ou de loin, des institutions publiques dans une telle démarche est commune à chacun des cas. De plus, on peut voir que les différents community based planning



mis en avant n'ont pas les mêmes buts. En effet 3 types de community based planning à visées différentes ont pu être identifiés :

- Stratégique et tactique comme à Lübeck ;
- Tactique comme à « The Kew Riverside » ;
- Stratégique comme au Dalian Diamond Bay.

Dans le but de clarifier mes propos, une définition sommaire de ce que sont l'urbanisme tactique et l'urbanisme stratégique doit être apportée.

L'urbanisme tactique permet de répondre à une situation problématique concrète et se repose une intervention localisée de petite échelle. Le projet entrepris doit être réalisable sur le court terme permettant d'amorcer des transformations sur un horizon long.

Selon le livre « tactical urbanism » de Mike Lydon, l'urbanisme tactique comporte 5 bases :

- Une approche constructive ouverte au changement ;
- Des solutions locales en réponse aux défis urbains ;
- Un engagement à court terme et des attentes réalistes ;
- Un risque faible avec des potentiels de bénéfices élevés ;
- Le développement d'une interaction sociale au sein de la communauté

L'urbanisme stratégique quant à lui, se révèle être un processus répondant à des objectifs à plus ou moins long terme. Constamment en rétrospection sur sa méthode d'application, elle permet d'amener un dynamisme et une adaptabilité aux différentes contraintes techniques ou non qui peuvent y avoir lors d'un projet. Elle aborde tous types de sujets sans aucune restriction et s'applique à différentes échelles, mettant en avant la participation de tous les intervenants et des citoyens. Il s'agit d'une démarche continue, dynamique et interactive.

Selon les types de planification, les résultats apportés par les community based planning sont différents. En Chine (Dalian) ou aux Émirats arabes unis (Shahama & Bahia), cas appliquant une planification stratégique, le résultat consistait simplement à la remise d'un plan de masse et à quelques idées ; la population participe uniquement à la phase de préprojet voire l'élaboration initiale du projet. Dans les cas tactiques comme à « The Kew West », elle était plus impliquée, mais répondait simplement à une étude sur un projet déjà préconçu par le commanditaire.

Les domaines d'études des différents projets peuvent aller de 1 à 7 (dans nos cas) et passer de l'aménagement ou la promotion immobilière à la sociologie en passant par le tourisme, l'énergie et le transport. Malgré le fait que cette méthode soit « nouvelle », elle est appliquée dans des pays totalement opposés, aussi bien du point de vue géographique que du point de vue des sujets



étudiés. De plus, concernant la réussite de cette méthode dans ces cas-ci, on peut voir qu'elle est même utilisée pour des appels d'offres sous forme de compétition (cas de Dalian Diamond Bay (projet vainqueur)) et pour certains projets, comme celui de « The Kew Riverside » elle s'est même vue décerner des prix.

A.II.2. Comparer les applications internationales du community based planning via une grille d'analyse.

Dans le but de poursuivre mes recherches lors d'entretiens, j'ai établi une grille d'analyse se basant sur les caractéristiques des fiches de cas étudiés et la définition du community based planning.

Celle-ci est structurée selon 4 grands critères essentiels :

- Le Contexte du sujet regroupe le domaine d'étude, la localisation, les différents participants et les caractères principaux établissant la nature du projet.
- Le contexte institutionnel et réglementaire du pays, pour pouvoir à terme réaliser une étude comparative.
- Le Processus permettant de savoir si la méthode du community based planning a été pratiquée de façon structurée. Cette partie prendra aussi en compte l'implication de la population dans les différentes étapes et la qualité du travail en groupe entre les différents participants.
- Les Résultats, dans le but de connaître l'efficacité de la méthode et les différents échecs qui auraient pu y avoir.

Ces indicateurs n'ont pas été choisis au hasard, ils permettent de définir les bases du community based planning en se référant à un système phasé et réglementé. Ce système se retrouve d'ailleurs dans les différents exemples vus précédemment et a été instauré au Royaume-Uni pour formaliser la pratique. La figure 4 ci-dessous représente une illustration de la grille d'analyse. Elle est non organisée, mais contient tous les éléments de la grille d'analyse.



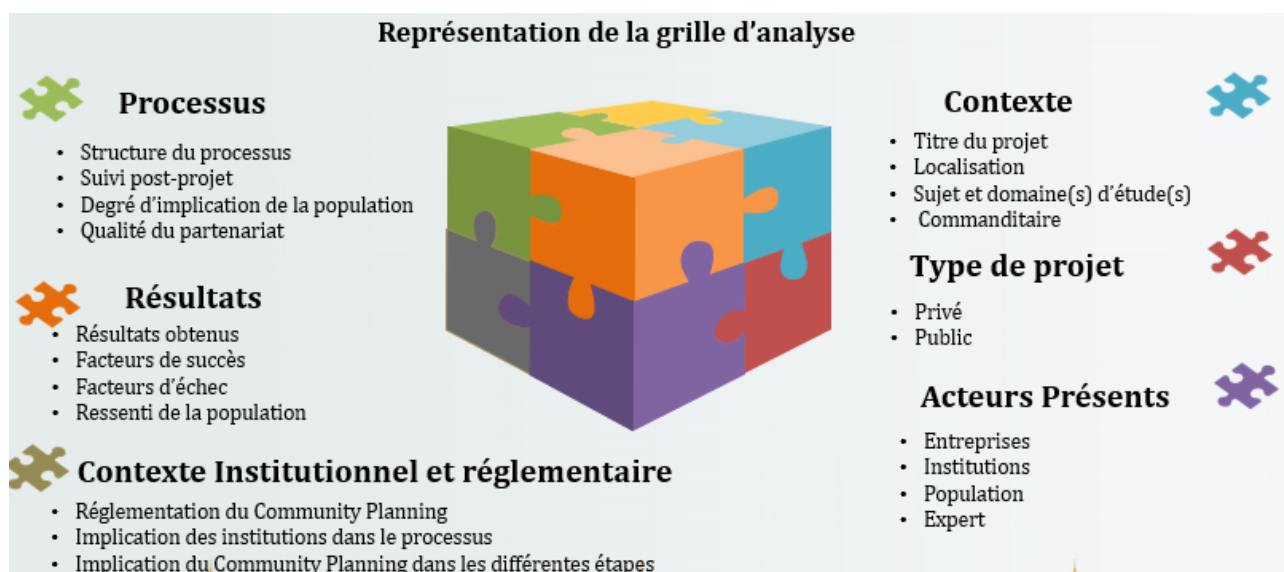


Figure 4 : Représentation de la grille d'analyse

Source : GBD 2017

La grille d'analyse a permis de mettre en lumière les principes clés de cette méthode participative. C'est en étudiant la variation de ces principes qu'on pourra réussir à classifier les différents modes d'application du Community Based Planning à travers le monde. Cependant elle nous permet déjà d'établir une typologie sommaire en fonction de nos cas d'études et des données recueillies sur le modèle anglo-saxon.



A.II.3. Une typologie du Community Based Planning basé sur le modèle anglo-saxon

Compte tenu des informations recueillies et du tableau 1, j'ai pu dresser une typologie sommaire du community based planning. Cette typologie se base sur deux axes majeurs : le type de planification et les phases d'implication de la population. Le tableau 1 m'a permis de mettre en évidence l'implication obligatoire des autorités dans toutes les phases du community based planning, en d'autres termes, on peut considérer que si elles ne sont pas présentes dans la démarche, c'est qu'il ne s'agit plus de community based planning, mais de neighbourhood planning. La définition du type de community based planning dépend de l'intensité du partenariat de travail lié entre les institutions publiques et la population. Plus ce partenariat est fort plus on aura une planification du type « stratégique + tactique » et donc une présence totale de la communauté dans les différentes étapes de la démarche participative.

La taille et la nature du projet jouent aussi un rôle complémentaire, car elles déterminent le degré de liberté décisionnelle des habitants dans le projet et par conséquent leur implication dans les étapes.

3 grands types de community based planning peuvent être mis en évidence :

- Le type **partenarial**, où la communauté travaille conjointement avec les institutions dans toutes les étapes du projet ;
- Le type **consultatif**, où elles travaillent ensemble sur le préprojet, l'implantation et le suivi ;
- Le type **informatif**, où la population travaille exclusivement sur le préprojet.



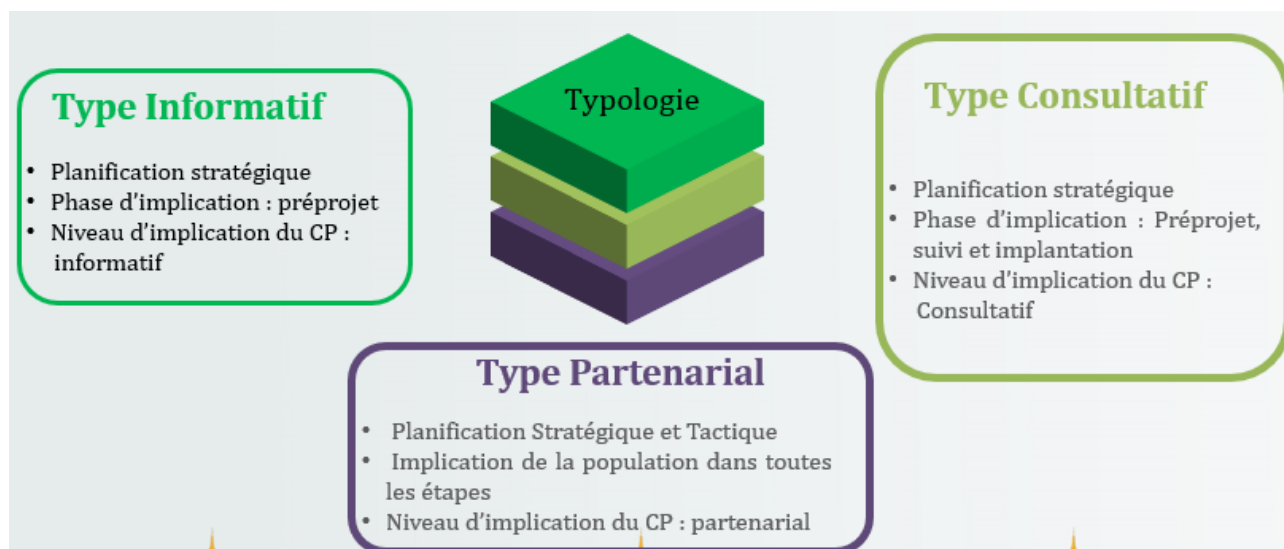


Figure 5: Illustration de la typologie du Community Based Planning

Source : GBD 2017

On remarque que cette méthode participative est avant tout un outil créatif que l'on peut considérer comme adapté. En effet la compensation créative d'un projet vient de la communauté et répond à des besoins et intérêts précis de celle-ci. L'apport technique vient quant à lui des experts. On remarque à travers ces 3 typologies que la communauté a dans tous les cas au moins une mission informative et donc elle apporte des détails et des souhaits sur les résultats du projet.



A.III. Un éclaircissement sur la méthode et les caractéristiques du community based planning

A.III.1. Le Community Planning : une coopération entre deux types de planification

Le Community Based Planning ne peut pas avoir de définition définitive, mais peut être assimilé à la jonction entre le *Tactic Plan* et le *Strategic Plan*. Le *Tactic plan* a pour objectif de cibler les besoins, les intérêts et les problèmes des habitants et le *Strategic Plan* vise, quant à lui, à élaborer des projets à long terme avec la population. Les ateliers permettent de recueillir les éléments en rapport avec les besoins de la population suivant le projet ; il y a donc une ressemblance avec le *Tactic Plan*. Le suivi du projet où l'implication des habitants est continue ressemble, quant à lui, au *Strategic Plan*. La combinaison des deux représente globalement l'intérêt du Community Based Planning : la construction d'un projet d'aménagement en impliquant la population de l'avant-projet jusqu'au rendu. Sa définition reste donc floue, car il s'agit d'une méthode dite « vivante » au sens qu'elle peut se voir modifiée et appliquée différemment selon les pays (de même pour les types de projets).

A.III.2. Des éléments de processus indispensables

Cependant, à travers les cas présentés, une seule grande règle détermine la méthode du community based planning : **les autorités et la population** sont impliquées dans une ou plusieurs étapes du projet. L'élément fondamental, qu'est le travail conjoint entre ces deux acteurs, et l'ajout d'experts, fait que le résultat peut déboucher sur une ou plusieurs solutions qui pourront être en adéquation avec le cadre de vie souhaité par la population. De plus, la pluralité des acteurs (notamment des experts) permet d'avoir un résultat tout aussi concordant avec les aspects techniques du projet que la faisabilité de celui-ci. Un processus réglementé et phasé crée une organisation minutieuse qui offre un suivi rigoureux de la part des différents acteurs et on peut concevoir ce management comme un management d'entreprise.

La figure 6 ci-dessous essaie de spatialiser la corrélation entre la part de responsabilité des autorités dans le projet et le type de démarche participative utilisé (sous-entendu l'implication de la population dans le projet) :





Figure 6 : Schéma récapitulatif

Source : GBD 2017

On peut conclure à la vue de la figure 6 que plus la responsabilité des autorités dans le projet est grande moins la population est impliquée, et vice-versa. Dans le cas où la population et les autorités sont impliquées, on voit bien que l'on peut utiliser la méthode du community based planning qui, toujours selon l'implication de ces acteurs, peut être divisée en community based planning informatif (Tactic planning), partenarial (Tactic et Strategic planning) et consultatif (plus Strategic planning). La différence avec le Neighbourhood Planning, étant la présence des autorités, mais aussi la localisation, la taille du projet et les domaines étudiés. Les projets qui ont des résultats de grandes ampleurs, concernant un territoire plus vaste que l'échelle du quartier, auront tendance à utiliser le community based planning informatif. En outre, s'il s'agit d'un domaine d'étude complexe et technique comme l'énergie, la présence d'experts devient alors primordiale et donc la méthode du community based planning plus qu'envisageable. Au contraire, le Neighbourhood Planning vise, quant à lui, des projets de faibles ampleurs cantonnés à l'échelle d'un quartier et proposant des domaines d'études moins techniques, plus généraux et communs, comme l'économie et la culture par exemple.



Dans la seconde partie de mon PFE, j'étudierai la circulation de cette méthode de façon plus approfondie, notamment lors d'entretiens et l'analyse d'un cas d'étude. En outre, je mettrai en évidence le fait que cette méthode soit inhérente à la civilisation, mais sous la forme non réglementée qu'est le Neighbourhood Planning en développement les principes de cogestion et co-construction au sein de la communauté. Et je prouverai que le modèle du community based planning fait office d'outil complémentaire ou de substitution au Neighbourhood planning, en fonction de la capacité d'absorption du pays. On pourra donc prouver que le modèle qui circule à travers le monde est celui formalisé par les Anglo-Saxons, le community based planning défini par l'implication (réglementation et commanditaire) des institutions dans les projets, mais reste soumis à des variantes en fonction du pays.

Tableau 1 : Phasage organisationnel du rapport du PFE



Source : GBD 2017



PARTIE B: LE NEIGHBOURHOOD PLANNING, ENTRE COGESTIONS ET CO- CONSTRUCTION

Comme vu précédemment, plusieurs méthodes participatives innovantes ont été et sont appliquées à travers le monde. Cependant si on résume globalement l'objectif de ces démarches et donc du Community Based Planning, il s'agirait d'une organisation de travail permettant à l'ensemble d'une communauté d'agir de façon plus concrète dans l'établissement des différents projets d'aménagement qui la concerne. N'existerait-il pas déjà des processus similaires, mais réalisés de façon plus marginale au sein de différentes communautés ? Prenons pour étoffer mes propos le cas des favelas au Brésil ; durant mon échange universitaire au Brésil j'ai pu constater qu'il existait un système d'entraide entre voisins, d'entraides communautaires que les résidents avaient instauré. Ils développaient une économie interne en vivant en autarcie (ils ne sortaient que très rarement de leurs quartiers, car presque tout était accessible), fournissaient de l'énergie

(de façon illégale certes) aux habitations et se regroupaient dans le but d'embellir le quartier (rénovation, aménagement et fête). On remarque bien qu'il y a **un rapport de développement de la communauté par la communauté**, ce qui se rapproche de l'idée essentielle du Community Based Planning.

B.I. Le Neighbourhood Planning, une innovation sociale participative

B.I.1. Définition du Neighbourhood Planning

Le Community Based Planning est une démarche qui s'applique essentiellement avec l'appui des autorités institutionnelles de l'État en charge du développement du territoire. Mais une démarche similaire **mettant en jeu des principes de coopération et de codéveloppement** et ne nécessitant pas forcément d'intervention des autorités, existe au sein d'une communauté, il s'agit du **Neighbourhood Planning (« planification de voisinage » en français)**, « En termes de coopération de voisinage, d'habitants, d'organisations, de mouvements, d'agents publics et privés divers, etc. sont amenés à venir ensemble et créer des opportunités de communiquer avec chacun d'entre eux pour construire une stratégie de développement du voisinage (Moulaert 2000). Cette coopération arrive souvent spontanément via des mobilisations sociales initiées pour pallier à plusieurs problèmes de manque. » *(Source: Barbara Van Dyck et Pieter Van den Broeck, Social innovation: a territorial process – The international handbook on social innovation – p.137)*

Cette méthode a un champ d'application très restreint à une échelle précise, l'échelle locale voire l'échelle du quartier. Il existe **une hiérarchie informative** entre le Community Based Planning, le Neighbourhood Planning et les interventions gouvernementales :



Figure 7 : Hiérarchie informationnelle entre les différentes démarches participatives et les institutions

Réalisation : GBD 2017

Le Neighbourhood Planning et le Community Based Planning sont nécessaires pour la mise en place de projets d'envergure sur un territoire, car ils sont sources d'informations précises sur ce que les habitants désirent à l'échelle du quartier et de la ville voire plus. Le Neighbourhood Planning ou **Neighbourhood development est essentiel aux organisations gouvernementales** comme le précise Moulaert « Similairement, de la perspective d'aménagement territorial et développement, Moulaert et al. (2005) a argumenté que les besoins non satisfaits pouvaient être résolus si les stratégies de développement du voisinage poursuivaient une innovation dans les relations de gouvernance avec le voisinage et l'entière communauté. De telles pratiques contiennent un potentiel transformatif qui va au-delà du contexte local. Ils peuvent transcender la simple sphère micropublique pour obtenir un meilleur pouvoir transformatif sur la société entière. » (source: Lars Hulgård et P.K. Shajahan, *Social innovation for People-Centred Development – The international handbook on social innovation – p.95*).

Cette **démarche participative** est primordiale au bien-être du voisinage et **se ressent encore plus dans des milieux dits désavantagés**. En effet les espaces regroupant des inégalités sociales et environnementales imposent la nécessité de mettre en place un plan d'action entre résidents pour pallier aux différents manques. Le management du planning du voisinage, la revitalisation et l'amélioration sont les besoins basiques dans les environnements résidentiels. Loin d'être seulement un problème d'esthétique, la régénération du voisinage était incluse dans beaucoup de programmes d'inclusion sociale dans les zones désavantagées (IDeA, 2005; Sullivan, 2002), et

montrait à influencer la santé de la communauté (Blackman, Harvey, Lawrence, & Simon, 2001; Parry, Laburn-Peart, Orford, & Dalton, 2004); en plus, un nombre d'études met en lumière l'impact du voisinage sur la santé et les activités relatives à la santé (Huang, 2006; Michael, Green, & Farquhar, 2006; Nielsen & Hansen, 2007; Sugiyama & Thompson, 2007).

Cependant le Neighbourhood Planning n'a pas qu'une visée informative, elle a un pouvoir d'exécution. Ce pouvoir reste informel et s'applique qu'à des interventions minimales, mais utiles pour le développement du quartier et la cohésion du voisinage.

Il met en avant le développement de l'entraide entre voisins, du regroupement des spécificités de chacun pour organiser des événements, proposer des réaménagements et même les réaliser par eux même. Les domaines applicables au Neighbourhood Planning ne peuvent être de forte technicité, ils concernent le plus souvent le registre du loisir, de la sécurité (ex : neighbourhood watching aux USA), de l'économie du quartier et de l'embellissement de celui-ci.

D'un point de vue technique, **la mise en place d'une telle démarche peut se réaliser de façon totalement marginale, mais aussi de façon contrôlée**. Tout ça implique que la mouvance politique du pays soit en faveur du développement local citoyen et prône l'empowerment des habitants ainsi qu'une facilité à la réponse locale de la part des institutions. En prenant l'exemple du Royaume – Uni qui est un pays qui met en avant les démarches participatives notamment dans le « *Local Act 1* », a inscrit dans ces textes de loi le Neighbourhood planning. La réalisation de celui-ci ne se fait donc plus de façon marginale, mais comporte toujours les mêmes fondamentaux : un aménagement par les citoyens, pour les citoyens. Cependant il doit s'inscrire dans les plans d'aménagement des institutions, mais les habitants conservent quand même une grande liberté de propositions et d'actions. Le résultat de la démarche fera partie au final des décisions de développement de la zone, « Même si le plan de voisinage doit être en relation avec les plans des plus grandes instances, le planning communautaire possède maintenant un statut. Une fois passé par l'inspecteur de planification et un référendum de résidents locaux, un plan de voisinage prend part à l'équipe officielle qui gère les décisions à propos du développement dans la zone. » (Source: *Jane Wills - Emerging geographies of English localism: The case of neighbourhood planning*).

Bien sûr ce type de démarche repose aussi sur le type de voisinage existant. En effet les attributs physiques, cognitifs, affectifs et comportementaux jouent un rôle essentiel dans le bon

déroulement de celle-ci. De plus toutes ces caractéristiques affectent le résultat et les propositions qui en découlent ; les besoins sont différents notamment en fonction de la classe sociale des habitants, une classe moyenne ou aisée aura tendance à privilégier le côté esthétique du quartier ou encore la sécurité alors qu'une classe moins aisée préférera développer l'aspect économique. « Nous hypothétisons qu'un schéma relationnel général entre les attributs physiques, cognitifs, affectifs et les composants comportementaux auraient émergé des deux quartiers, mais nous attendions aussi que les différentes variables physiques, cognitives, affectives et comportementales auraient joué un rôle clé dans chacun des cas [...] Finalement, derrière l'idée d'un « résident général », l'identification des besoins spécifiques exprimés par un groupe de résidents (par genre, âge, niveau d'éducation ou expérience résidentielle) peut mener à plus d'actions précises (intérêts spécifiques plus que généraux) » (Source : Antonio Aiello, Rita Grazia Ardone, Massimiliano Scopelliti - *Neighbourhood planning improvement: Physical attributes, cognitive and affective evaluation and activities in two neighbourhoods in Rome*).

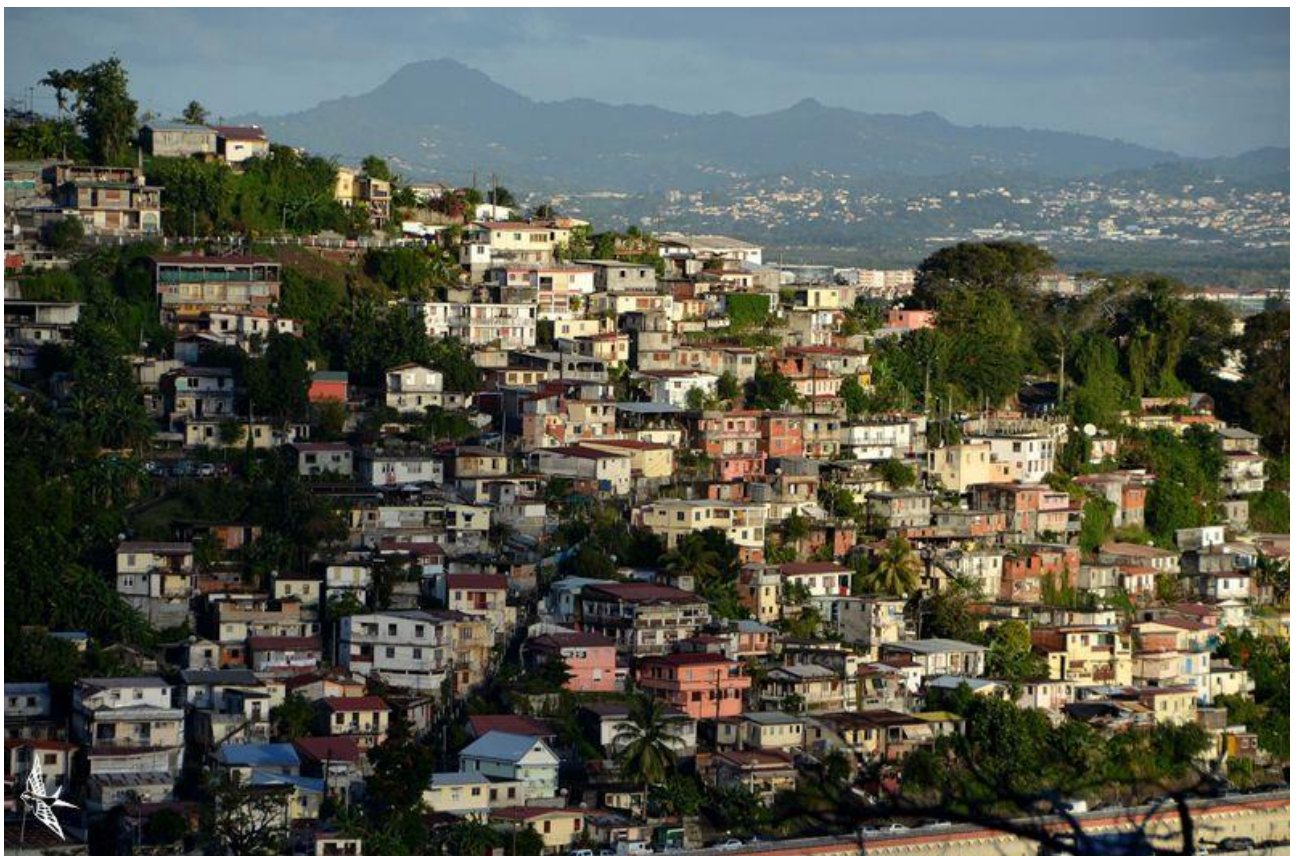
Il existe **une inégalité entre les quartiers dans la capacité à introduire cette démarche**. Cela dépend de sa localisation géographique, de l'infrastructure de la société civile, de la capacité civique des résidents ainsi que des organisations locales comme le précise Jane Wills « Bien sûr, la géographie de la communauté et l'infrastructure de la société civile – et leurs effets connexes de voisinage – peuvent être inégales sur n'importe quel pays et au sein de n'importe quelle juridiction. La distribution inégale et la qualité des organisations locales agit profondément sur la capacité civique existante – et latente – la capacité civique d'un quartier variera grandement d'un endroit à l'autre. » (Source: Jane Wills - *Emerging geographies of English localism: The case of neighbourhood planning*)

Le Neighbourhood Planning repose sur un principe fondamental, le principe de co-construction/coproduction. Il met en avant un système de partenariat de travail entre différents acteurs qu'ils soient de la sphère publique ou privée. Il s'agit d'un travail mutuel sans aucune relation hiérarchique et transversale permettant d'atteindre un objectif commun. Cet outil de co-construction permet notamment à la population de s'impliquer dans l'aménagement de leurs quartiers via les démarches participatifs qui lui sont associées, « [...] transforme les relations sociales localisées de telle sorte que la population locale soit impliquée (empowered) en tant que force de proposition et d'organisation autour de leurs propres besoins » (source : Stijn Oosterlynck et Pascal Debruyne – *Going beyond physical urban planning interventions : fostering social innovation through urban renewal in Brugse Poort, Ghent – The international handbook on social innovation – p.232*

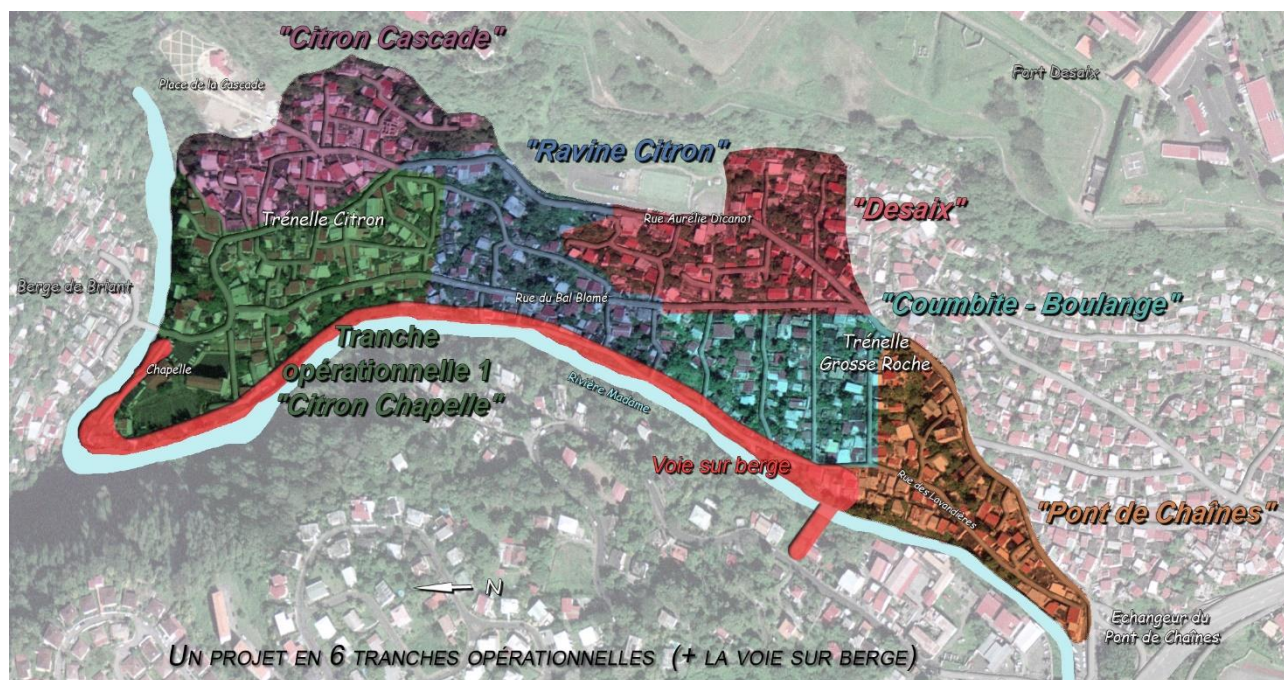
B.II. Quartier de Trenelle-Citron : entre projet d'envergure et mobilisation citoyenne

B.II.1. Un vaste projet d'aménagement de réhabilitation d'un quartier populaire

Le quartier de Trenelle-Citron est un quartier emblématique de la Martinique de par son histoire (ancien fief politique d'Aimé Césaire) et de par son architecture nomade et marginale. Cependant il a été historiquement peuplé par des familles ayant peu de ressources financières et ayant donc construit des habitations de fortune soumises à aucune réglementation de construction. Situé sur le flanc d'une colline (dit « morne ») dans une zone fortement sismique, la localisation géographique du quartier implique des risques du point de vue sécurité (éboulement, inondations, glissement de terrain, etc. De plus considéré comme un quartier très populaire et délaissé par les institutions publiques, l'insécurité et l'insalubrité a pu s'y développer de façon continue jusqu'à présent.



La ville de Fort-de-France (capitale administrative de la Martinique) a **mis en place un vaste plan de rénovation de son centre-ville et de ses quartiers avoisinants**, dont celui de Trenelle. Projet d'envergure dans le but de moderniser et de dynamiser les activités économiques et touristiques de la ville, il nécessite une transformation radicale et une mise aux normes de ses quartiers les plus défavorisés. Un plan d'aménagement du quartier de Trenelle-Citron de **80 millions d'euros** institué en 6 grandes phases opérationnelles a été mis en place depuis le 31 mai 2006 et est actuellement en cours. Le pilotage a été réparti essentiellement entre 3 grands acteurs : la ville de Fort-de-France, la Société d'Economie Mixte de Fort-de-France (SEMAFF) et le Chorus responsable de la mission MOUS et donc du relogement des habitants. Ce projet de RHI (Réhabilitation d'Habitats Insalubres) est composé de 6 tranches opérationnelles (voir schéma ci-dessous) nécessitant une forte transformation visuelle et sociale du quartier.



Concernant l'organisation de celui-ci, il a été **essentiellement piloté par les intervenants professionnels** (SEMAFF, ville de Fort-de-France) qui proposaient directement des solutions d'aménagement et qui suivent le projet ensemble.

« Il implique de nombreux domaines d'études allant de l'économie et du logement au transport et l'aménagement urbain et met en jeux de grands apports financiers » (Source : interview de M. SAXEMARD, directeur opérationnel de la SEMAFF).

Son caractère prioritaire et son importance financière et technique en fait **un projet complexe et difficile à apprécier par la population**. Cependant des missions d'interactions entre professionnels et habitants ont été mises en place via les missions de la M.O.U.S

B.II.2. Des interventions citoyennes réalisées lors des missions de la M.O.U.S

Concrètement l'implication citoyenne dans les différents projets en Martinique, mais plus globalement en France reste une approche nouvelle et pas encore ancrée dans les mentalités des habitants.

Concernant notre cas d'études, il faut bien **établir le contexte sociétal** du quartier. Il s'agit d'un quartier très populaire soumis anciennement à un délaissement de la part de la ville de Fort-de-France et ayant créé des liens entre habitants forts via une culture aide et de soutien intracommunautaire. Pour simplifier il faut mettre en évidence que les habitudes sociétales font que la majorité de ces habitants se connaissent et qu'ils ont aussi des habitudes qui peut freiner ou porter préjudice à l'implication citoyenne dans les différents projets. De plus les différentes préoccupations des habitants comme les revenus, la santé, etc. font qu'ils s'intéressent plus ou moins au devenir de leur quartier. Certaines mises en place, que l'on peut considérer comme de la débrouillardise (branchements illégaux aux poteaux électriques et à l'eau potable) font qu'une partie de la population se conforte dans l'idée de rester dans les conditions actuelles du quartier de peur d'être soumise à de nouveaux frais.

Le projet de RHI instruit dans la 2e phase opérationnelle du projet a décidé de reloger les habitants des logements insalubres au Morne Coco et s'occupe donc de la liaison avec les habitants. **Des permanences et des réunions publiques sont organisées** dans le but d'informer la population et de recueillir les tendances et futures lignes directrices des futures propositions d'aménagement selon M. SAXEMARD. La MOUS Trénelle (gérée par la société Chorus) est donc le missionné principal pour les interactions avec les habitants et a un salarié qui est attitré aux maintiens des permanences du quartier pour recueillir les différentes interrogations et doléances de la population vis-à-vis du projet.

B.III. Analyse du cas d'étude et différenciations avec le Community Planning

Comme présenté dans le texte précédent, le quartier de Trenelle Citron est composé d'une communauté ayant des principes et modes de vie différents des autres. Elle **développe des activités et des projets d'aménagement intracommunautaire** de faible envergure comme le jardin partagé ou la création de fresques murales au niveau du stade.

Le projet d'aménagement de cette partie de Fort-de-France **n'implique pas totalement la communauté dans son organisation, son déroulement et son développement**. Globalement comme dit M. SAXEMARD lors de notre entretien : « *Les habitants n'arrivent pas à développer de façon autonome des idées de projets, mais si, comme lors de nos réunions d'information, on leur éclair la voie, on peut déceler les tendances les lignes directrices qui seront utilisées pour nos réalisations.* »

Ils ont donc essentiellement servi **d'outil d'informations** et n'ont pas pu travailler en parallèle avec les experts des domaines. On peut considérer cette forme de concertation avec la population comme du **community based planning de type informatif** (voir figure 4), mais avec un suivi succinct. On pourrait émettre l'hypothèse que les acteurs du projet ont tout simplement dû **appliquer l'injonction participative** pour pouvoir valider le programme et commencer à construire.

Cependant, comme dit précédemment, Trenelle, a une force communautaire importante dans le sens que **la population n'hésite pas à pratiquer des sabotages** pour empêcher la réalisation de travaux. M. Saxemard a dit qu'une fois, elle était totalement en désaccord avec les travaux engagés sur le quartier et 2 jours plus tard la population s'était liguée contre la municipalité et avait brûlé les machines. Tout ça pour mettre en évidence l'importance que la population peut avoir dans ces types de projets et surtout dans ceux concernant les quartiers populaires. Lors de l'interview de M. Dufeal et M. Destours (annexe 1 et annexe 2), ils ont pu **affirmer l'importance fondamentale de la population dans le bon déroulement d'un projet et de son acceptation**.

Il faut prendre en compte le contexte social qui fait que la population et en particulier celle peu favorisée, ne participent pas et ne participeraient pas aux interventions.

L'un des défauts de cette communauté est sa timidité et sa non-motivation à se déplacer aux réunions officielles pour échanger sur le projet. En effet un constat a été réalisé par M. Saxemard, **la population est ancrée dans des habitudes** qui peuvent paraître inhabituelles par exemple les

séries de téléromans à 17H puis le journal qui doit être pris en compte lors de la programmation de la réunion. De plus du fait de la timidité des « non-meneurs », on remarquait qu'il y avait beaucoup plus de monde qui se déplacer aux permanences pour parler avec un seul interlocuteur que de monde qui participait aux réunions. On peut peut-être soulever l'hypothèse que les phénomènes de « maquillage » (commérage) et de jugement de l'autre sont très accentués sur l'île de part de la superficie et du nombre d'habitants (400 000) ; il y a donc une certaine méfiance à s'exprimer en public et notamment dans un quartier où « tout le monde se connaît ».

On se retrouve donc globalement dans un type de Community Based Planning informatif si on peut transposer notre cas à un cas britannique. Cependant **la complexité culturelle, sociale et professionnelle ainsi que les tendances politiques actuelles font que cette comparaison n'est pas objective**. On a un type **community based planning semblable, mais différent**, car il aurait pu aboutir à un type partenarial ou consultatif si le contexte politique et social était en faveur d'un développement transversal du projet entre toutes les parties concernées. De plus on peut ajouter que le dialogue entre la population et les experts n'est pas suffisant comme l'attestent nos interviews de M. Duféal et M. Destours qui soutiennent qu'ils ne sont pas totalement au courant des avancées du projet, etc. Les méthodes de concertation dans le Community Planning restent des méthodes nouvelles en France et nécessitent un temps d'adaptation et changement de mentalité au sein de la population, notamment martiniquaise.

- **Développement du principe de « capacité d'absorption »**

On remarque donc que l'établissement d'une méthode réglementée ou pas d'une innovation sociale, diffère dans le mode d'application à travers les différents pays. En effet comme en Martinique, la méthode du Community Planning se voit être restreinte ou appliquée différemment en fonction des caractéristiques sociales et autres spécificités de la communauté concernée. De plus il faut introduire la notion de ressources dans la communauté. En effet une population défavorisée sera plus réceptive à des projets mettant en avant les innovations sociales de participation citoyenne et en plus ces méthodes se verront plus efficaces pour répondre aux différents besoins. ALMOLIN (Alternative Model of Local Innovation) « ALMOLIN montre l'inter-jeu entre l'exclusion sociale et la privation de besoins humains peuvent être contournées par des dynamiques d'innovations sociales » (Source : Franck Moulaert and Abid Mehmood, Holistic research methodology and pragmatic collective action – The International Handbook – p 448). Cependant l'instauration de telles méthodes sur un modèle précis comme celui du Community Based Planning britannique est soumise à la *Capacité d'Absorption* de chaque pays, mais aussi de chaque communauté/ population de quartier comme peut le prouver l'exemple de Trenelle-Citron.

Cette capacité d'absorption est définie par la capacité d'une localité à exploiter des modèles étrangers de façon totale ou partielle (mixité d'opérations entre le modèle local et le modèle étranger).

Cette méthode participative peut donc être totalement « copié » ou ajouté à une méthode locale propre au pays ou à la localité en fonction des tendances politiques d'aménagement et de la culture, comme le précise Nijman (2007) « C'était clair depuis le début de l'innovation sociale, malgré le partage d'un meta-thème défini en début du projet, allait signifier différentes choses pour différents peuples dans différents endroits » (source : Franck Moulaert and Abid Mehmood, Holistic research methodology and pragmatic collective action – The International Handbook – p. 448).

Conclusion Générale

Le Community Based Planning répond aux exigences d'aujourd'hui en termes de participation communautaire et d'implication citoyenne dans les différents projets d'aménagement. Celui-ci peut être opéré dans une multitude de domaines et être adapté aux objectifs souhaités par les autorités. Ces derniers qui sont en charge du projet permettent d'encadrer cette méthode de travail et de donner la possibilité aux citoyens de discuter et de créer leur futur cadre de vie. Le fait que le Community Based Planning ait un processus adaptable aux ambitions du commanditaire et qu'il mette en jeu plusieurs acteurs dont des experts le rendent agile donc applicable à tous types de projets, dans n'importe quel domaine. Cette agilité est d'autant plus vérifiable, car elle correspond à l'un des intérêts majeurs du community based planning. En effet elle va au-delà de l'adaptabilité à un projet, elle propose un travail sur les méthodes déjà connues et permet donc d'apporter de l'innovation dans le déroulement de façon continue. Les autorités qui servent de garants, contrôlent l'implication de la population en fonction de l'importance et de la technicité du projet et proposent un community based planning partenarial, informatif ou consultatif. Sur un projet demandant beaucoup de technicité, la population sera cantonnée au community based planning informatif ou consultatif, rendant les résultats viables et fiables, car ayant été traités en majorité par des experts. On remarque que le modèle du community based planning est appliqué dans plusieurs pays et de façon quasi similaire via l'aide d'intervenants extérieurs, notamment anglo-saxons, qui sont déjà familiarisés avec ce type de procédé.

Un autre type d'innovation sociale à l'image du Community Planning se développe sur une localité très restreinte (exemple : quartier), c'est le Neighbourhood Planning. Il s'agit d'une méthode appliquée « entre voisins » et qui est force de propositions pour des aménagements locaux dans des domaines variés, mais pas à forte technicité. Les institutions n'encadrent pas spécifiquement cette méthode, mais pour une proposition soit validée elle doit suivre les tendances et les « lignes directrices » établies par le bureau en charge de l'aménagement. Mais elle confère quand même une autonomie et une responsabilité plus grande à la communauté et son système d'organisation et de travail se rapproche plus de celui appliqué à un travail d'entraide pour un but commun. Il serait donc plus commun et surtout instinctif auprès d'une communauté, comme à Trenelle – Citron avec la mise en place de jardins partagés et autres.

On peut donc établir qu'il existe une forme d'organisation semblable au community planning que l'on peut retrouver à une échelle très restreinte, mais sous une forme plus autonome et

quasiment naturelle dans les communautés ; des fois sous le nom de Neighbourhood Planning s'il y a une coopération et un mouvement de co-construction entre une communauté de voisinage et les institutions, sinon sous une forme plus marginale et brute qui revient aux bases d'entraide pour se développer de façon autonome.

On peut donc retrouver des critères propres au Community Based Planning à toutes les échelles possibles, mais sous des appellations et des degrés de liberté différents. Ce phénomène est soumis à des variantes plus ou moins fortes en fonction du contexte politique et social du pays et de la communauté, mais aussi sa culture et ses coutumes. Delà s'introduit la notion de capacité d'absorption d'une méthode par un pays, mais aussi de façon plus localisée par une communauté. Le Community Based Planning serait donc une méthode agile dans tous types de domaines, car adaptable et introduit une réflexion entre les participants pour conduire à une optimisation du process. Mais elle est aussi inhérente aux communautés, mais sous une autre forme que celle déterminée par le modèle britannique ; une forme dépendant de l'ensemble du contexte sociopolitique du pays, mais du contexte social et culturel intracommunautaire. Sa forme la plus basique est tout simplement l'entraide communautaire pour le développement et la gestion d'un quartier retrouvable dans les favelas par exemple.

On peut dès lors se demander si ce type d'innovation sociale, qui est une méthode inhérente aux communautés peut être identifié dans des milieux de classes sociales différentes. Effectivement est-ce que le gotha agit de manière semblable aux communautés plus pauvres ou est-ce que l'individualisme reste dominant.

ANNEXE 1 : QUESTIONNAIRE M. DUFEAL

Circulation du modèle du Community Planning : une méthode agile et inhérente aux communautés

Questionnaire sur le projet d'Aménagement du quartier Trenelle Citron.

I. Présentation de l'interviewé

- Nom : DUFEAL LOÏC
- Âge : 28
- Profession : Ingénieur en informatique
- Êtes-vous résident(e) du quartier ?

Oui j'y résidais jusqu'en 2014

- Quel est votre rapport avec ce quartier ?

J'y ai grandi durant mes années collège et lycée, car je vivais chez ma grande mère. Puis après mes études j'y suis revenu et finalement je travaille actuellement en France.

II. Présentation du Projet

- Quel était l'intitulé du projet ?

De ce dont je me souviens, il s'agissait du projet de renouvellement de la ville de Fort-de-France et donc de ces quartiers prioritaires

- Quel(s) sujet(s) abordait-il ?

Le réaménagement des voies de transport et la mise aux normes des habitats surtout du côté de DESAIX et de Citron

- Quel(s) domaine(s) d'étude intervenait au sein du projet ?

Globalement, je pense qu'ils intervenaient dans plusieurs domaines comme le transport, l'habitat, mais aussi l'énergie avec les raccordements électriques. Comme on dit « debrouya pa pèché »

- Qui était le commanditaire ?

Euh je ne saurais dire, surement la ville de Fort-de-France et des professionnels

- Quels étaient les acteurs présents ?

Lors des réunions d'information, il y avait bien sûr la population, les représentants de la société qui s'occupait du projet et deux intervenants de la mairie

III. Déroulement du projet

- Comment était structurée l'organisation du projet ?

D'après les informations qu'on a reçues, il s'agissait d'un projet coûteux et complexe, en plusieurs phases. Après je ne me souviens malheureusement pas de l'organisation précise, je faisais plus acte de ma présence pour ma « gran manman »

- Y avait-il un suivi post-opération ? notamment auprès de la population ? Oui il existait un suivi informatif après les travaux qu'ils ont réalisés sur la route près de la rivière.
- Diriez-vous que la population était impliquée fortement, moyennement ou faiblement dans le projet ? Dans toutes les étapes du déroulement ? Non, très faiblement selon moi. À part être informé, on n'était pas impliqué. Bien sûr il y avait des permanences, mais est-ce que cela servait à quelque chose ... je ne pense pas
- Concernant la transversalité et les « partenariats de travail », diriez-vous qu'ils étaient de bonnes qualités ? Aucune idée

IV. Les résultats

- Quels ont été les résultats du projet ?

Ben pour l'instant et d'après ma grand-mère, on ne peut pas encore se prononcer. Le projet n'est toujours pas fini, vous savez ?! En plus ma grand-mère n'est presque pas concernée par celui-ci.

- Selon vous quels ont été les facteurs de réussite et/ou d'échec de cette démarche de travail ?

Ben comme je vous ai dit on ne peut pas se prononcer, mais sans une implication directe et forte de la population je ne pense pas qu'il réussira et surtout pas à Trenelle ! La population de Trenelle est soudée et n'acceptera pas toutes les propositions des politiciens surtout celles qui changent leurs habitudes.

- Quel a été le ressenti de la population par rapport à cette méthode de travail ? Considérez-vous que l'implication citoyenne du quartier pourrait mener à d'autres projets semblables ?

Ben en toute franchise, je n'ai pas de ressenti. Ils font leurs trucs et nous ben on constate quoi. Oui par contre je pense que la population martiniquaise a besoin d'agir de façon plus poussée dans ces projets ! Il n'y a qu'à voir celui du TCSP qui n'aboutit à rien et qui a été selon moi mal géré. Donc dépense inutile et besoins pas forcément nécessaires !!

- Est-ce que les institutions réglementaires participaient activement aux travaux de groupes ou restaient en mode observateur ?

ANNEXE 2 : QUESTIONNAIRE M. DESTOURS

Circulation du modèle du Community Planning : une méthode agile et inhérente aux communautés

Questionnaire sur le projet d'Aménagement du quartier Trenelle Citron.

V. Présentation de l'interviewé

- Nom : DUFEAL LOÏC
- Âge : 28
- Profession : Ingénieur en informatique
- Êtes-vous résident(e) du quartier ?

Oui j'y résidais jusqu'en 2014

- Quel est votre rapport avec ce quartier ?

J'y ai grandi durant mes années collège et lycée, car je vivais chez ma grande mère. Puis après mes études j'y suis revenu et finalement je travaille actuellement en France.

VI. Présentation du Projet

- Quel était l'intitulé du projet ?

De ce dont je me souviens, il s'agissait du projet de renouvellement de la ville de Fort-de-France et donc de ces quartiers prioritaires

- Quel(s) sujet(s) abordait-il ?

Le réaménagement des voies de transport et la mise aux normes des habitats surtout du côté de DESAIX et de Citron

- Quel(s) domaine(s) d'étude intervenait au sein du projet ?

Globalement, je pense qu'ils intervenaient dans plusieurs domaines comme le transport, l'habitat, mais aussi l'énergie avec les raccordements électriques. Comme on dit « debrouya pa pèché »

- Qui était le commanditaire ?

Euh je ne saurais dire, surement la ville de Fort-de-France et des professionnels

- Quels étaient les acteurs présents ?

Lors des réunions d'information, il y avait bien sûr la population, les représentants de la société qui s'occupait du projet et deux intervenants de la mairie

VII. Déroulement du projet

- Comment était structurée l'organisation du projet ?

D'après les informations qu'on a reçues, il s'agissait d'un projet coûteux et complexe, en plusieurs phases. Après je ne me souviens malheureusement pas de l'organisation précise, je faisais plus acte de ma présence pour ma « gran manman »

- Y avait-il un suivi post-opération ? notamment auprès de la population ? Oui il existait un suivi informatif après les travaux qu'ils ont réalisés sur la route près de la rivière.
- Diriez-vous que la population était impliquée fortement, moyennement ou faiblement dans le projet ? Dans toutes les étapes du déroulement ? Non, très faiblement selon moi. À part être informé, on n'était pas impliqué. Bien sûr il y avait des permanences, mais est-ce que cela servait à quelque chose ... je ne pense pas
- Concernant la transversalité et les « partenariats de travail », diriez-vous qu'ils étaient de bonnes qualités ? Aucune idée

VIII. Les résultats

- Quels ont été les résultats du projet ?

Ben pour l'instant et d'après ma grand-mère, on ne peut pas encore se prononcer. Le projet n'est toujours pas fini, vous savez ?! En plus ma grand-mère n'est presque pas concernée par celui-ci.

- Selon vous quels ont été les facteurs de réussite et/ou d'échec de cette démarche de travail ?

Ben comme je vous ai dit on ne peut pas se prononcer, mais sans une implication directe et forte de la population je ne pense pas qu'il réussira et surtout pas à Trenelle ! La population de Trenelle est soudée et n'acceptera pas toutes les propositions des politiciens surtout celles qui changent leurs habitudes.

- Quel a été le ressenti de la population par rapport à cette méthode de travail ? Considérez-vous que l'implication citoyenne du quartier pourrait mener à d'autres projets semblables ?

Ben en toute franchise, je n'ai pas de ressenti. Ils font leurs trucs et nous ben on constate quoi. Oui par contre je pense que la population martiniquaise a besoin d'agir de façon plus poussée dans ces projets ! Il n'y a qu'à voir celui du TCSP qui n'aboutit à rien et qui a été selon moi mal géré. Donc dépense inutile et besoins pas forcément nécessaires !!

- Est-ce que les institutions réglementaires participaient activement aux travaux de groupes ou restaient en mode observateur ?

BIBLIOGRAPHIE

- AIELLO A., GRAZIA ARDONE R., SCOPELLITI M. - Neighbourhood planning improvement: Physical attributes, cognitive and affective evaluation and activities in two neighbourhoods in Rome, [consulté le 14/02/18]
- CARTER Elizabeth L. - Community Based Planning, Sharing Law and the Creation of Intentional Communities: Promoting Alternative Economies and Economic Self-Sufficiency among Low-Income Communities, pages 669 à 698, [consulté le 08/11/17]
- Community of Scotland - Illuminating practice: Case Studies in community learning & development, [consulté le 07/10/17]
- DOUGHERTY Michael John (West Virginia University), GIBSON Pamela D. (Virginia Tech) et LACY Donald P. (Ohio State University) - Models of Community Based Planning [En Ligne], consulté le [10/11/17]
- INTRODUCTION TO PROJECT PLANNING AND DEVELOPMENT, [consulté le 13/10 /17]
- HAUPTMANN E. et WATES N. - Concertation citoyenne en urbanisme : la méthode du Community Based Planning, [consulté le [12/09/17]
- HAMDOUCH A., MACCALLUM D., MOULAERT F., MEHMOOD A. – The International Handbook on Social Innovation – ed. EDWARD ELGAR [consulté le 21/12/19]
- HILLS Holly A., MOORE Kathleen A., PETERS Roger H., RUGS D. - A Community Based Planning process for the implementation of evidence-based practice [Consulté le 30/09/17]
- JACCACI A., GAULT S. (1999) - Chief Evolutionary Officers: The amazing business of famous human evolution, Strategy & Leadership, Vol. 27, pages: 21-25, lien: <https://doi.org/10.1108/eb054643>, [consulté le 04/10/17].
- WILLS J. - Emerging geographies of English localism: The case of neighbourhood planning [consulté le 10/02/18]
- PEEL D. & PEMBERTON S., Exploring New Models of Communitybased Planning in the Devolved UK, [consulté le 20/09/17]
- RIEL-SALVATORE G., sept. 2006, Gouvernance locale et démocratie participative : le projet de réaménagement Benny Farm à Montréal, p.35
- THANHEISER L. & WEISS Michael D. - Helter Shelter: The Disorganization of Public Housing Policy, 51 Wash. U. J. Urb. & Contemp - pages 189 à 272 – [consulté le 12/11/17]

WEBOGRAPHIE

- Communityplanningtoolkit, lien : <http://communityplanningtoolkit.org> [Consulté le 16/09/17]
- Government of Canada, lien: <https://www.aadnc-aandc.gc.ca>, [consulté le 17/10/17]
- JTP, lien : <http://www.jtp.co.uk/> [consulté le 25/12/17],
- The Scottish Government, lien: <http://www.gov.scot>, [consulté le 26/11/17]

Table des Illustrations :

Cas 1: Ville de Lübeck	25
Cas 3 : Ville de Lombok	26
Cas 4: Ville de Hornsbrücksgatan	27
Cas 5 : The Kew Riverside.....	29
Cas 6 : Ville de Shahama & Bahia	30
Cas 7 : Dalia Diamond Bay	31
Carte 1: Repère des cas d'études sur un planisphère	24
Figure 1 : Les différentes qualités du Community Based Planning	17
Figure 2 : Schéma organisationnel du Community Based Planning.....	18
Figure 3: Comparaison de deux cas d'études	32
Figure 4: Illustration de la typologie du Community Based Planning	37
Figure 5 : Schéma récapitulatif	39
Tableau 1 : Phasage organisationnel du rapport du PFE.....	40

CITERES

UMR 7324

*Cités, Territoires,
Environnement et
Sociétés*

*Equipe IPA-PE
Ingénierie du Projet
d'Aménagement,
Paysage,
Environnement*



35 allée Ferdinand de Lesseps
BP 30553
37205 TOURS cedex 3

Directeur de recherche :

Brouba-Daunar Guillaume

Leducq Divya

Projet de Fin d'Études

DA5

2016-2017

Circulation du modèle de Community Based Planning : une méthode participative et agile inhérente aux communautés ? : Rapport de mi-parcours : Le modèle de Community Based Planning, un outil agile et international

Résumé :

L'aménagement territorial actuel requiert de fournir **des projets concrets et durables**. La pluralité d'acteurs engagés dans un projet a nécessité la mise en place de **méthodes de management spéciales et innovantes** pour coordonner les différentes étapes de celui-ci. La volonté actuelle de nombreux pays est de mettre en avant l'acteur principal, celui qui émettra un avis objectif sur les futurs résultats : **la communauté**. La mise en place d'une **démarche participative** impliquant la population ainsi que les acteurs institutionnels, experts et économiques a donné naissance au modèle du « **Community Based Planning** ». Ce modèle permettant un **partenariat de travail transversal** prend naissance suite à une volonté d'application d'une gouvernance participative dans le but de développer **un modèle d'empowerment** de la communauté. La question est, compte tenu de la jeunesse de ce modèle et de la réglementation pas encore précisément établie : comment un outil de gestion de projet comme le « Community Based Planning » peut-il être aussi agile avec tous types de projets ? De plus en quoi un tel modèle de planification a pu se « diffuser » et s'affirmer à travers différents pays ? Existerait-il des applications différentes de celui-ci dans la majorité des États, ou serait-ce le résultat d'un déplacement ?

Mon rapport tentera dans un premier temps de définir ce qu'est le « Community Based Planning » et son application à travers le monde (rapport mi-parcours). Dans un second temps il mettra en avant le « **Neighbourhood Planning** » et les **principes de cogestion et co-construction**, à travers l'application d'une grille analytique et d'entretiens tout en développant la **notion de capacité d'absorption**. Couplé à mes données, je justifierai l'existence d'un modèle marginal inhérent (ou absorbé) aux différentes civilisations.

Mots Clés : Agilité, Capacité d'absorption, Circulation d'un modèle à l'international, Co-construction, Co-gestion, Community Based Planning, Démarche participative, Empowerment, Gouvernance Participative, Implication de la population, Neighbourhood Planning, Planning stratégique, Planning tactique